





Maison de l'économie sociale
1431, rue Fullum, bureau 105
Montréal (Québec) H2K 0B5
Téléphone : 514 657-2270
Numéro sans frais : 1 855 657-2270
Télécopieur : 514 259-7189
info@tiess.ca | www.tiess.ca



Crédits — Rapport annuel 2015-2016

Rédaction : Équipe du TIESS
Édition : Édith Forbes
Révision linguistique : Nicolas Therrien
Graphisme : Studio créatif COLOC — coop de travail
(www.coloc.coop)

Économie, Science
et Innovation

Québec



TABLE DES MATIÈRES

MOT DES COPRÉSIDENTS.....	4
MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL	6
LE CONTEXTE	8
LE TIESS EN CHIFFRES	10
LE MANDAT DU TIESS : LA LIAISON, LA VEILLE, LE TRANSFERT	12
LES PROJETS AU TIESS	14
Du début à la fin	14
Les thématiques	15
LE DÉVELOPPEMENT DES INSTANCES DE TRAVAIL.....	22
Les groupes de travail (GT)	22
Les antennes régionales (AR)	24
Le conseil scientifique (CS)	25
Le comité veille.....	26
LE TIESS ORGANISE, COLLABORE, PARTICIPE, MOBILISE ET SE FAIT VOIR.....	28
Le TIESS organise et coorganise.....	28
Le TIESS collabore, participe, mobilise	30
Le TIESS se fait voir et entendre.....	31
Le TIESS s'engage dans le milieu	31
Le TIESS diffuse et communique	31
LA GOUVERNANCE (CE, CA, AGA).....	32
LES PERSPECTIVES	34
LES PARTENAIRES FINANCIERS.....	35
ANNEXES.....	36
Équipe de travail 2015–2016	36
Nos projets, par thématique.....	37
Composition des structures de travail.....	40
Gouvernance du TIESS.....	41
Liste des personnes ayant participé aux structures ou aux activités du TIESS	44
Liste des acronymes	47

MOT DES COPRÉSIDENTS

Le TIESS termine sa troisième année d'existence dans un environnement caractérisé par un bouillonnement de projets et une diversité de partenariats, chacun porteur d'espoir, à sa façon, pour le développement de nos territoires.

Si certains s'interrogeaient sur le rôle de cette nouvelle organisation de liaison et de transfert de connaissances dans l'écosystème québécois de développement territorial et d'entrepreneuriat collectif, les activités réalisées et entreprises au cours de la dernière année ont apporté des réponses claires et percutantes. Partout sur le territoire, des acteurs de milieux très diversifiés se sont mobilisés autour des initiatives du TIESS. Les apprentissages amorcés portent sur une variété de sujets et de domaines.

De la mobilisation des capitaux des fonds de pension à l'émission d'obligations communautaires, la finance sociale s'est révélée être un sujet incontournable. Comme nous le savons tous, l'argent est le nerf de la guerre alors l'innovation visant à créer de nouveaux produits financiers est à l'ordre du jour sur tous les territoires.

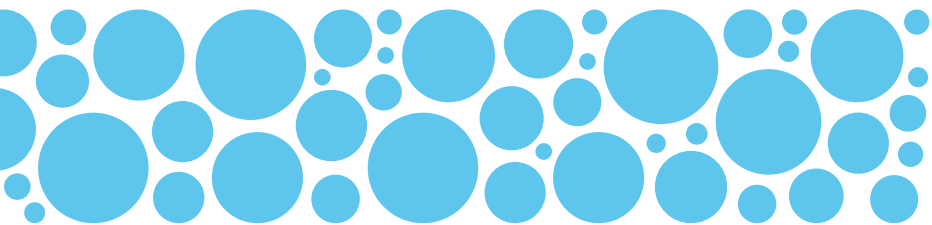
Une des grandes priorités du mouvement de l'économie sociale est la reconstruction de l'écosystème de soutien à l'entrepreneuriat collectif. Encore une fois, le TIESS apporte une contribution précieuse à travers

des thèmes tels que la création de communautés de pratique, l'évaluation des impacts des initiatives d'économie sociale sur les territoires et l'apport des municipalités.

Au moment où l'importance d'investir dans l'éducation et le rôle central des institutions d'enseignement supérieur dans le développement du Québec sont au cœur du débat public, les travaux du TIESS sur la relation entre les institutions d'enseignement supérieur et leur territoire en tant que facteur d'innovation sont plus que pertinents.

L'engouement pour l'entrepreneuriat collectif est plus fort que jamais, notamment auprès des jeunes. Le travail du TIESS sur l'économie sociale dans les programmes d'enseignement supérieur et sa participation au projet CHNGR témoignent, encore une fois, de l'importance du TIESS dans le développement du mouvement de l'économie sociale et solidaire et de son enracinement dans les collectivités à travers le Québec.

Ainsi, on peut constater à quel point les thèmes abordés par le TIESS à travers ses projets et groupes de travail sont d'une grande utilité, autant pour les acteurs terrain que pour les chercheurs qui s'intéressent à l'économie sociale et au développement territorial.



Aussi, les impacts du TIESS dans la conjoncture ne sont pas uniquement liés à la production de contenus, mais ils reposent également sur sa façon de se structurer sur la base territoriale.

Car, au-delà des travaux thématiques, force est de constater que le TIESS émerge également comme un modèle de concertation et de médiation sur le plan territorial. Par son engagement concret et ferme envers la construction d'un réseau d'antennes régionales, basées sur les pôles d'économie sociale et fortement ancrées dans leurs réalités régionales, le TIESS nous rappelle à quel point l'ancrage territorial est une approche respectueuse des dynamiques propres à chaque région, un modèle d'organisation. Un modèle qui devrait faire école dans l'ensemble de réseaux nationaux.

Oui, le TIESS a démontré d'une manière éclatante sa pertinence et son importance particulière dans le contexte actuel. Et ces résultats ne sont pas le fruit du hasard. En tant que membres partenaires du TIESS, nous devons nous considérer chanceux de pouvoir compter sur une équipe aussi dynamique et motivée dans la réalisation de la mission que l'organisme s'est donné. L'équipe, qui a pris encore de l'expansion cette année, a fait preuve d'une compétence et d'une capacité de travail remarquable.



En tant que coprésidents, nous tenons à remercier l'équipe du TIESS, autant celles et ceux qui l'ont mis au monde que les nouvelles recrues, qui poursuivent un travail ardu et de grande qualité. Nous remercions également toutes les personnes, administrateurs et membres de divers groupes de travail, dont les contributions ont été essentielles et sans lesquelles le TIESS ne pourrait pas avancer. Un remerciement tout spécial à notre directeur général, Vincent van Schendel, qui a dirigé l'orchestre de main de maître, en s'appuyant notamment sur notre nouvelle directrice générale adjointe Geneviève Huot, et notre responsable des miracles au quotidien, Édith Forbes. Sans leur présence, cette merveilleuse aventure que constitue le TIESS n'aurait pas pu se réaliser.

Après seulement trois ans d'existence, le TIESS est maintenant positionné comme un acteur incontournable dans le développement des territoires et le Québec en sort grandement enrichi.

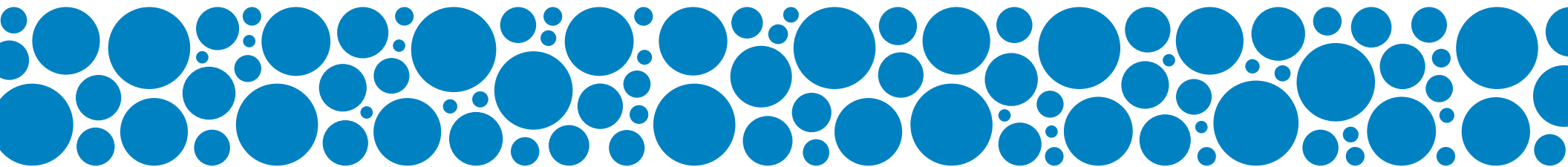
Longue vie au TIESS!

Nancy Neamtan
Coprésidente

Juan-Luis Klein
Coprésident

Mot du directeur général

DÉVELOPPER LES COLLABORATIONS



L'année 2015-2016 fut fertile en développements pour le TIESS. Le montage de nouveaux projets, l'octroi de financement pour plusieurs de ceux-ci, la réalisation de plusieurs séminaires et forums, le déploiement continu des structures de travail, l'intégration de nouveaux employés, et l'élargissement des collaborations à divers réseaux et organismes, chercheurs et praticiens constituent quelques faits saillants. Plus de 349 personnes, provenant de 212 organisations ont ainsi participé à l'une ou l'autre des activités ou des comités de travail du TIESS en 2015–2016.

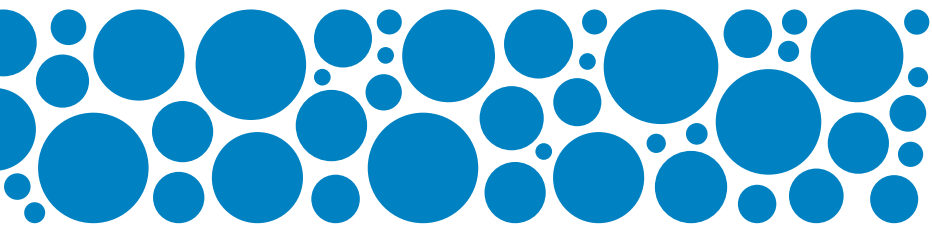
Ces développements ont certes de quoi nous réjouir; ils permettent de mieux accomplir notre tâche principale, celle de transférer, dans la pratique des organisations et des institutions, les connaissances issues de l'expérience et de la recherche afin de favoriser le développement de l'économie sociale et le développement des territoires au Québec.

Le TIESS, c'est d'abord un réseau. Un réseau d'acteurs terrain (regroupements d'organismes de soutien à l'économie sociale et au développement des territoires, réseau de la finance solidaire, centrales syndicales) et d'institutions d'enseignement supérieur (universités, cégeps et centres de recherche). Notre pari, c'est qu'en travaillant ensemble, nous pouvons arriver à remplir notre triple mandat de

liaison, de veille et de transfert. Nous croyons bien humblement qu'un tel travail est important dans le contexte actuel.

Si 2015–2016 fut une année bien remplie, la suivante s'annonce tout aussi chargée et stimulante. Des projets majeurs ont vu le jour et prennent maintenant leur envol : les retombées de l'économie sociale sur le développement des territoires, les communautés de pratique en développement territorial, l'expertise en développement territorial, la modélisation du processus d'émission d'obligations communautaires, les franchises sociales, une veille sur le numérique en économie sociale et bien d'autres. Le TIESS est aussi impliqué dans le développement du Centre international de transfert intersectoriel en économie sociale (CITIES) ainsi que dans le projet de Maison de l'innovation sociale (MIS), qui doivent démarrer en 2016–2017.

Tout ceci est rendu possible par l'appui constant des membres du conseil d'administration et du comité exécutif fortement engagés dans la réalisation de la mission du TIESS. Je les remercie toutes et tous chaleureusement. Un merci particulier à nos deux coprésidents : Nancy Neamtan pour le Chantier de l'économie sociale et Juan-Luis Klein pour le Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES). Je les remercie pour leur disponibilité, leur appui,



leurs avis et commentaires fréquents. Tout ceci est également rendu possible par une équipe de travail exceptionnelle. De six il y a un an, nous sommes passés à dix à la fin juin et à douze en août 2016, pour commencer l'année : Marie-France Bellemare, Caroline Dufresne, Édith Forbes, Émilien Gruet, Geneviève Huot, Joël Nadeau, Lynn O. Cain, Mélanie Pelletier, Gabriel Salathé-Beaulieu, Vanessa Sorin ; et depuis août 2016 : Carole Couturier et Geneviève Létourneau Guillon. J'en profite pour souligner la nomination de Geneviève Huot comme directrice adjointe au TIESS.

Les trois premières années du TIESS ont été consacrées essentiellement au volet « Liaison » de notre mandat : développer les collaborations, construire nos structures de travail, monter des projets mobilisateurs. Nous abordons maintenant le cœur de notre mission : le transfert. Nous sommes conscients que les attentes sont nombreuses. Nous sommes aussi conscients que la ligne est parfois mince entre un travail d'accompagnement en transfert de connaissances et l'accompagnement sur le terrain et le développement de nouvelles pratiques. Nous ne voulons ni ne pouvons remplacer l'action sur le terrain.



Ces distinctions, sans doute évidentes, nécessitent toutefois des ajustements constants et un grand respect pour les rôles de chacun. Une certaine diplomatie est nécessaire pour que chacun trouve sa place et que se créent les conditions d'une réelle coconstruction et d'un apprentissage mutuel.

Travailler ensemble : c'était le titre du rapport annuel de l'année dernière. C'est un peu devenu notre devise. Souhaitons-nous donc la poursuite de notre travail en commun pour 2016-2017 afin de développer les collaborations et d'avancer ensemble.

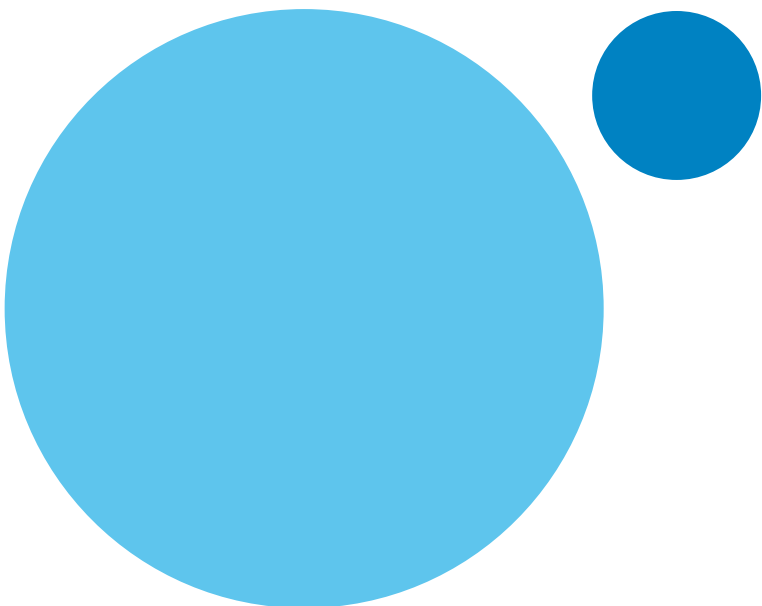
Vincent van Schendel
Directeur général

LE CONTEXTE

Le TIESS présente ici son troisième rapport annuel. L'année qui se termine en est une d'inquiétude et d'effervescence qui a vu le TIESS se développer plus rapidement que prévu.

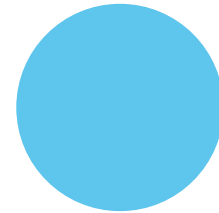
Inquiétude. Les politiques publiques de soutien au développement des territoires ont subi de profondes transformations depuis deux ans. Si cela ne constitue pas une nouveauté, les effets de ces transformations continuent à se faire sentir. Les structures de concertation régionale ont, dans de nombreux cas, disparu, entraînant avec elles l'appauvrissement et parfois la perte d'organismes de soutien au développement des territoires. Le financement des pôles d'économie sociale, par exemple, sur lesquels reposent les antennes du TIESS, a aussi connu des coupes; ces organismes sont actuellement dans un processus de réorganisation et de réorientation. Parallèlement, le rôle des instances municipales (municipalités, MRC) a été raffermi. Sur le terrain, la désorientation reste toujours palpable. Une réorganisation est en cours sous différentes formes, selon les régions et les territoires. Le déploiement des antennes régionales du TIESS doit s'adapter à ces réorganisations. En d'autres mots, le TIESS doit travailler avec des partenaires qui parfois luttent pour leur survie, parfois doivent se redéfinir et fonctionner avec des budgets diminués ou, parfois, sont de nouveaux acteurs. Il a également perdu des partenaires, limitant éventuellement la poursuite de certains projets.

Effervescence. L'émergence de nouvelles initiatives et formes d'action, déjà amorcée depuis plusieurs années, s'accélère. Dans de nouveaux domaines, peu organisés (sécurité alimentaire, culture, numérique, etc.), les initiatives se multiplient. À travers elles, une nouvelle génération d'entreprises collectives et de nouvelles formes d'action émergent. De fait, le potentiel de développement de l'économie sociale n'a sans doute jamais été aussi important. Ce phénomène est perceptible à l'échelle internationale. Mais ces initiatives, malgré leur ampleur, restent souvent isolées. Ainsi, au Québec, la reconstruction—sous d'autres formes—et le développement d'un écosystème de soutien à l'entrepreneuriat collectif sont essentiels pour que le plein potentiel de l'économie sociale puisse s'exprimer et contribuer au développement des territoires.



Développement rapide. Cette effervescence se traduit pour le TIESS par un afflux de demandes et de projets variés. Un bref regard sur le plan de développement 2015–2018, déposé en juillet 2015, montre en effet que l'évolution du TIESS a été plus rapide que prévu. Le TIESS comptait alors six employés et nous avons planifié l'embauche de quatre autres personnes sur la période 2015–2018. Le 30 juin 2016, nous étions déjà onze. Ce plan de développement identifiait trente-six projets à développer alors que nous en avons déjà quarante-trois. Le nombre d'antennes régionales était de quatre et on prévoyait en avoir entre neuf et onze d'ici 2018. Aujourd'hui, on en dénombre sept, et des discussions sont en cours pour en créer d'autres. Le nombre de personnes rejointes par nos projets, structures de travail et activités est passé de 247 à 339 en un an. Nous avons également prévu mettre sur pied des projets majeurs d'ici 2018 : le TIESS est dès maintenant engagé dans des projets de grande envergure. En effet, en 2014–2015, le TIESS a obtenu du financement substantiel pour mettre en œuvre des projets d'envergure (communautés de pratique en développement territorial, mesure de l'impact social et environnemental, développement d'un modèle de franchise sociale, modélisation du processus d'émission d'obligations communautaires). De nouvelles collaborations voient le jour, par exemple avec le CEFRIQ ou le Centre interdisciplinaire de recherche et d'opérationnalisation en développement durable (CIRODD). Des projets avec le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité sont aussi en élaboration.

LE TIESS EN CHIFFRES



339 Nombre de personnes impliquées dans les structures et les activités du TIESS

212 Nombre d'organismes représentés dans les structures et les activités du TIESS

96 Nombre de personnes impliquées dans les comités

70 Nombre de personnes présentes à l'assemblée générale annuelle

72 Nombre d'organismes membres

8 Nombre d'antennes régionales

47 Nombre de professeurs et chercheurs

14 Nombre d'étudiants engagés

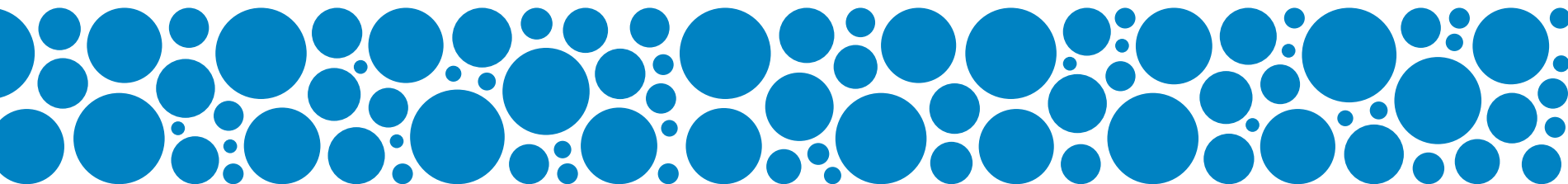
87 Nombre de personnes ayant participé au Forum sur le développement territorial

42 Nombre de projets en cours

Des centaines de publications sur Diigo et 44 participants

LE MANDAT DU TIESS :

LA LIAISON, LA VEILLE, LE TRANSFERT



La liaison

L'innovation sociale dans le secteur de l'économie sociale et solidaire est souvent le fruit du travail des organisations et de leurs partenaires. En nous appuyant sur les réseaux existants de praticiens et de chercheurs, et sur leurs initiatives et leurs compétences, nous cherchons à développer et à renforcer les liens entre l'ensemble des acteurs concernés.

La veille

La veille constitue le premier jalon de la valorisation des connaissances et des expériences. Elle vise à identifier des expériences porteuses, notamment par l'entremise des antennes régionales et des groupes de travail. Elle repose aussi sur la collaboration avec les chercheurs et d'autres structures de veille afin de répertorier et diffuser les expériences et les travaux existants, tant au Québec qu'ailleurs dans le monde.

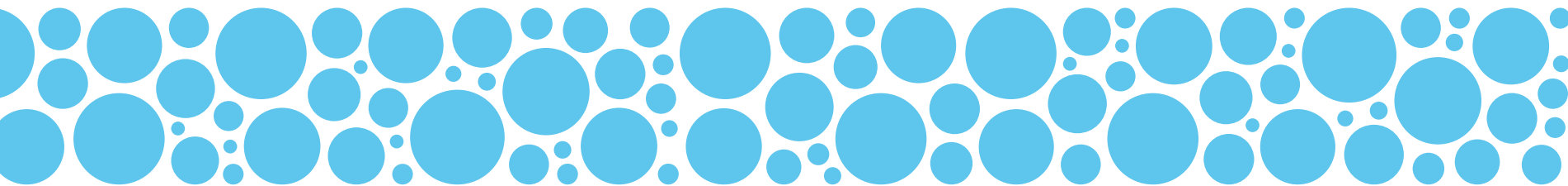
Le transfert

La fonction de transfert repose sur deux démarches intégrées. Une première consiste à rendre accessibles les connaissances et les informations existantes par la production de différents outils (outils didactiques, vidéo, bulletins, articles, site Web, etc.). La deuxième démarche repose sur le travail conjoint des chercheurs et des praticiens du développement dans les diverses régions du Québec et vise l'intégration de connaissances ou de procédés nouveaux dans la pratique des individus et des organisations.



LES PROJETS AU TIESS :

DU DÉBUT À LA FIN



Avant de voir le jour, un projet passe par une phase de gestation. Il peut avoir différentes origines, notamment les instances de travail du TIESS. Les antennes régionales et les groupes de travail peuvent identifier des besoins, sur leur territoire ou liés à leur thématique, et proposer des projets pour y répondre. Le conseil scientifique peut également mettre en lumière des thèmes qui nécessitent de systématiser des connaissances théoriques et pratiques et d'en transférer les résultats. Un projet peut aussi être proposé par une entreprise ou un réseau d'entreprises qui interpelle le TIESS pour répondre à un besoin de transfert.

Les projets mettent à contribution les fonctions de liaison, de veille et de transfert du TIESS. Chaque projet est porté par un comité de suivi où se trouvent généralement à la fois des chercheurs et des praticiens concernés par le sujet soutenus par un membre du personnel du TIESS. Le comité doit définir plus clairement les contours du projet, les activités et les productions à réaliser. Il faut s'assurer que les besoins sont bien compris et que les objectifs sont partagés. Le comité de suivi soumet son projet au comité d'analyse des projets du TIESS à l'aide d'une grille qui sert à faire ressortir notamment les objectifs, la pertinence pour l'économie sociale ou le développement territorial, le rôle des différents partenaires, la faisabilité du projet et

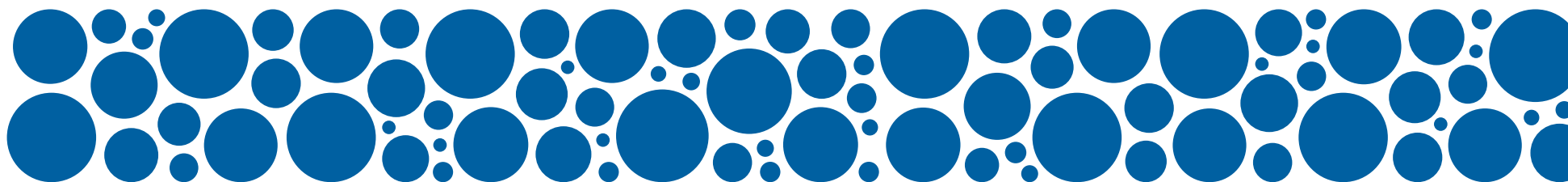
les résultats attendus. Le personnel du TIESS joue un rôle d'animation, de médiation et de traduction, et il apporte l'expertise en transfert pour s'assurer que le projet débouchera sur une transformation des pratiques chez les chercheurs et chez les praticiens.

Enfin, la mise sur pied d'un projet implique la recherche de financement extérieur puisque le TIESS ne dispose que d'un petit budget de démarrage pour les projets. La réalisation d'un projet nécessite parfois l'embauche d'une personne contractuelle (étudiant ou non) qui est encadrée par le comité de suivi dans la réalisation de tâches précises (ex. : la réalisation d'un bilan de connaissances, d'un guide ou d'une grille). Dès le début du projet, les organismes qui assumeront le rôle de relais et accompagneront les entreprises à plus long terme sont identifiées. Dans ce processus, on tente également de prévoir des mécanismes d'évaluation et de déterminer quand le rôle du TIESS prend fin et quand commence celui des organismes partenaires et relayeurs.



LES PROJETS AU TIESS :

LES THÉMATIQUES



Le TIESS travaille quotidiennement à un grand nombre de projets. Ils émergent de différents horizons, mais convergent vers certaines thématiques. Si cette convergence est parfois non planifiée, elle n'en est pas moins réelle.

Ces thématiques sont : (1) les liens entre l'enseignement supérieur et le développement des territoires; (2) les nouvelles avenues de financement de l'économie sociale; (3) la transformation du modèle de développement et la transition socioécologique; (4) l'impact de l'économie sociale et le changement d'échelle; (5) la sécurité alimentaire; et (6) l'évolution et le développement de l'économie sociale.

Seules les deux premières thématiques avaient été définies dans les orientations d'origine du TIESS puisque le conseil d'administration avait décidé de créer des groupes de travail pour les aborder¹. Toutefois, le TIESS n'a pas voulu limiter son action à ces thèmes et a toujours souhaité être ouvert aux nouveaux enjeux. Les autres thématiques se retrouvent dans des catégories regroupant les projets, a posteriori. Elles résument les enjeux et les innovations qui interpellent le plus le TIESS à l'heure actuelle.

Chacun des projets couverts à travers ces thématiques contribue, à sa manière, à l'atteinte des objectifs transversaux du TIESS, qui sont :

- Stimuler les acteurs concernés à construire ensemble de nouvelles connaissances;
- Assurer la diffusion et le transfert des connaissances;
- Enrichir les pratiques des chercheurs et des praticiens de l'économie sociale en vue de favoriser le développement des territoires.

La prochaine section présente ces thématiques, illustrées par quelques éléments centraux du travail qui y est mené.

¹ Voir la description des groupes de travail en page 22

LES LIENS ENTRE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LE DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

Dès sa fondation en 2013, le TIESS a formé un groupe de travail sur le thème de la liaison entre le milieu de l'enseignement supérieur et le développement des territoires. Ce processus a permis de faire émerger huit projets différents. Ainsi, les travaux autour de la réalisation d'une monographie du Service aux collectivités de l'UQAM se sont poursuivis.

Le TIESS a aussi participé à un colloque étudiants-chercheurs organisé par la Chaire de recherche UQAM sur la méthodologie et l'épistémologie de la recherche partenariale ainsi qu'à un séminaire sur les résultats d'un projet-pilote de stage au collégial auprès d'entreprises d'économie sociale.

Enfin, le TIESS ainsi que ses partenaires des organismes de liaison et transfert et des centres collégiaux de transfert de technologie en pratique sociale novatrice (CCTT-PSN) ont organisé un colloque sur le transfert à l'Association francophone pour le savoir (ACFAS) en mai 2016.

Parmi les projets liés à cette thématique, CHNGR a atteint un niveau de maturité qui mérite d'être souligné.

CHNGR

Développé en partenariat avec l'Université Concordia, son incubateur d'entreprise District 3 et le Chantier de l'économie sociale, et financé par la Fondation McConnell, ce projet vise à promouvoir l'entrepreneuriat collectif et social auprès de la nouvelle génération d'étudiants et de jeunes entrepreneurs grâce à un réseau d'ambassadeurs étudiants présent dans les campus des universités et des cégeps du grand Montréal. En guidant les étudiants et les jeunes entrepreneurs vers l'écosystème de soutien pertinent, il vise à favoriser l'émergence et la consolidation de nouveaux projets qui, à long terme, contribueront au développement territorial.

L'année 2015–2016 a été caractérisée par le déploiement d'une première cohorte de quinze ambassadeurs dans neuf universités et cégeps, la sélection d'une nouvelle cohorte pour l'année suivante ainsi que la réalisation de nombreuses activités de sensibilisation à l'entrepreneuriat collectif et social sur les campus. Enfin, l'initiative a aussi permis de mettre en ligne un portail, chngr.ca, offrant la possibilité aux visiteurs de mieux comprendre l'entrepreneuriat collectif et social et de s'y impliquer, que ce soit en participant aux nombreux événements référencés par le calendrier, à titre de bénévole ou de membre, ou en y trouvant un emploi.

LES NOUVELLES AVENUES DE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Le TIESS s'intéresse aux nouvelles avenues de financement de l'économie sociale et solidaire depuis ses débuts. À travers ce groupe de travail et ses sous-comités, le TIESS identifie des expériences porteuses à l'échelle québécoise, canadienne et internationale susceptibles d'être transférées et accompagne le développement de formules adaptées de financement de l'économie sociale et solidaire favorisant le développement des territoires. Cinq projets sont ainsi portés par ce groupe de travail. Le rôle du TIESS n'est cependant pas de développer de nouveaux produits financiers.

Suite à ses travaux de veille sur la question, le TIESS a organisé en décembre 2015 un webinaire et un séminaire intitulés *Le financement participatif—Enjeux et opportunités pour l'économie sociale et le développement territorial*. Une quarantaine de personnes se sont réunies autour d'une même table pour faire le point sur cette nouvelle avenue de financement et pour discuter des possibilités offertes par ces plateformes et des enjeux sous-jacents pour l'économie sociale et le développement des territoires.

Une synthèse de ces échanges est en ligne sur le site du TIESS. Le comité a orienté la suite de ses travaux en fonction des besoins et enjeux identifiés et a notamment initié la production de plusieurs fiches et guides visant à faciliter la compréhension et l'utilisation de cette avenue de financement.

Les obligations communautaires

Les obligations communautaires constituent une opportunité pour les organismes à but non lucratif de mobiliser de nouvelles sources de capitaux privés pour assurer leur développement et renforcer leur communauté de soutien. Ce projet vise à éclairer, modéliser et systématiser un processus d'émission d'obligations communautaires pour les entreprises d'économie sociale québécoises (OBNL). Après avoir mené des travaux de veille et de synthèse de connaissances sur cet outil peu documenté, le TIESS accompagnera quatre projets pilotes (Le Grand Costumier, le Théâtre Empress, le Cinéma du Parc et le Bâtiment 7) dans leur processus d'émission d'obligations communautaires en vue de bâtir des outils de transfert rigoureux, de documenter et de transférer l'expérience et assurer une pérennisation des pratiques d'émission.

L'utilisation des capitaux des régimes de retraite pour le financement du développement territorial et de l'économie sociale

À l'heure où les acteurs de l'économie sociale et du développement territorial cherchent à diversifier leurs sources de financement, le travail de synthèse de connaissances et l'organisation, avec l'IRÉC, d'un séminaire sur ce sujet arrivaient à point nommé. Ce séminaire a réuni à une même table tant des représentants des milieux syndicaux et académiques que ceux de l'économie sociale, des caisses de retraite et de la finance solidaire et de firmes de placement. Ce séminaire a permis de présenter les résultats de la synthèse de connaissances réalisée durant l'hiver et de mieux comprendre les défis et enjeux qui entourent cette intermédiation financière. En s'inspirant d'expériences canadiennes et internationales, les acteurs présents ont réfléchi au bien-fondé et aux possibilités de mise en œuvre de telles approches pour permettre le développement de partenariats gagnants.

LA TRANSFORMATION DU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT ET LA TRANSITION SOCIOÉCOLOGIQUE

Le contexte de reconfiguration du développement territorial amène plusieurs acteurs à vouloir préserver l'expertise du passé et appuyer l'émergence de nouvelles façons de faire. Le partage de connaissances et d'expériences devient alors une nécessité. De plus, la préoccupation pour une transition sociale et écologique gagne en importance, ce qui commence à se refléter dans les travaux du TIESS. Neuf projets s'intègrent sous cette bannière traitant notamment du repositionnement stratégique des pôles d'économie sociale, de la place de l'économie sociale dans le secteur des ressources naturelles ou plus largement des réflexions sur le développement territorial.

Le projet Passerelles illustre bien cette thématique. Il s'agit d'un projet qui rassemblera une mosaïque de communautés de pratique en développement territorial, en économie sociale et en innovation sociale, déployées et animées par le TIESS.

L'année 2015-2016 a permis d'amorcer la conception du projet et la mobilisation des partenaires. Le TIESS a obtenu un financement pour le développement, le déploiement et l'animation du projet sur une période de trois ans. Au cours de l'automne 2016, des projets pilotes seront lancés sur une première version de la plateforme.

passerelles.quebec

Passerelles : la communauté de pratique

Le projet proposera des activités en personne ainsi qu'une plateforme virtuelle permettant de se rencontrer, d'échanger en continu, d'apprendre les uns des autres et de collaborer dans des environnements conviviaux.



passerelles

Le projet vise à : documenter, conserver et partager les expertises développées; favoriser le coapprentissage; tisser des réseaux de collaboration intersectorielle; accroître les capacités d'action collective par une mise en commun des expertises, ressources et connaissances; et constituer des espaces d'innovation ouverte pour favoriser l'émergence de nouvelles solutions, d'entreprises collectives et de modèles concertés de développement. Passerelles est conçu pour appuyer le travail des réseaux, des organismes et des individus tout en offrant un espace de convergence et de mise en commun des ressources et expertises, dans un souci de complémentarité avec les démarches et outils existants ou en cours de développement.

Développement des ressources naturelles par l'économie sociale

Ce projet est porté par un comité de travail qui a tenu deux rencontres en cours d'année. Deux documents de travail ont été produits jusqu'ici, un sur l'économie sociale et les ressources naturelles ainsi qu'une liste des initiatives d'économie sociale dans le secteur des ressources naturelles. La création d'un nouveau cadre d'analyse pour envisager les ressources naturelles en économie sociale a été identifiée comme une priorité. Le travail s'est amorcé durant l'été 2016 et se poursuivra au cours de la prochaine année.

Les organisations qui ont participé au comité de travail cette année sont le Centre de recherche sur le développement territorial (UQO et UQAR), le Centre d'initiation à la recherche et d'aide au développement durable, le Centre de recherche sur les innovations sociales, l'UQAM, le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité et le Chantier de l'économie sociale.

IMPACT ET CHANGEMENT D'ÉCHELLE

Le thème de la maximisation de l'impact social est présentement très en vogue. Or, pour accroître l'impact social (positif) de diverses initiatives, il faut d'abord être en mesure d'expliquer ce dont il s'agit et de l'évaluer, de le mesurer. Il est alors possible, pour les entreprises de mettre en place diverses stratégies de changement d'échelle (diversification, duplication, fertilisation, coopération, fusion). Suite à un appel à projets lancé par le ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MÉSI) en février 2016, deux projets du TIESS portant sur ce thème ont été lancés.

Le premier concerne l'évaluation des retombées des entreprises collectives et des organisations sociales sur leur territoire. Il s'agit d'une démarche sur trois ans qui vise à réunir l'ensemble des partenaires concernés (réseaux sectoriels et régionaux d'économie sociale, bailleurs de fonds, universités) afin de développer des indicateurs et méthodologies de mesure adaptés.

Ainsi, les principaux objectifs du projet sont : a) de mettre à niveau les connaissances des acteurs impliqués; b) de construire et tester une gamme d'indicateurs et de critères de mesure d'impact dans une perspective de développement territorial; c) d'outiller et de former les acteurs désirant réaliser une démarche d'évaluation de l'impact. Un comité rassemblant plus d'une vingtaine de partenaires a été formé au printemps 2016 pour travailler à ce projet.

Une synthèse de connaissances sur le changement d'échelle et plus particulièrement sur l'essaimage franchisé a été produite. En 2015–2016, un comité de suivi de ce projet a été mis en place, composé de représentants du TIESS, de Lange Bleu et de l'UQAM, de même que de PME Montréal Centre-Est, Juripop et de Recyc-Québec.

Les franchises sociales

Dans un premier temps, il s'agit pour le TIESS d'accompagner Lange Bleu, une entreprise qui offre un service de couche lavable, à travers le processus visant à répliquer leur modèle sur un territoire actuellement non desservi. En cours de route, il s'agit également de documenter les différentes étapes, décisions et façons de procéder afin d'alimenter la création d'outils qui permettront de faciliter le processus d'essaimage au sein d'autres entreprises d'économie sociale. Enfin, le processus sera documenté afin de contribuer au développement des connaissances sur la franchise sociale au Québec.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Depuis quelques années, une multitude d'initiatives visant la sécurité et la souveraineté alimentaires des populations et des territoires ont vu le jour au Québec. Qu'elles soient en lien avec la production, la transformation ou la distribution, elles visent toutes à améliorer, voire à transformer le système alimentaire actuel.

Une grande part de ces initiatives a développé un volet d'entrepreneuriat collectif qui en vient parfois à bâtir des systèmes alimentaires territorialisés : ces initiatives interagissent, au point de reconstituer des éléments de circuits économiques de proximité.

Ces initiatives collectives sont souvent freinées par des éléments majeurs dont des problèmes financiers, des réseaux restreints, voire inexistants, ou encore un accès difficile aux apprentissages réalisés par les uns et les autres au fil du temps. C'est du moins ce qu'un premier séminaire de travail, coorganisé par le TIESS, le Chantier de l'Économie sociale, le Centre d'innovation sociale en agriculture (CISA), le Réseau pour une alimentation durable (RAD) et le Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) a permis de constater.

Ce travail de mutualisation des apprentissages se poursuit en 2016–2017 et un mouvement de réseautage est en cours pour tenter de dégager ces apprentissages, par filière (production, distribution, transformation) et par logique (circuits courts, économie sociale, etc.). Cela pourrait donner lieu à un comité de travail et à un projet à plus long terme.

Séminaire sur la sécurité alimentaire

À Victoriaville, le 25 février 2016, près de 60 personnes en provenance de 9 régions du Québec se sont réunies pour faire connaissance, présenter leur travail respectif et échanger sur leurs besoins. Des chercheurs ont soutenu les réflexions par un travail de définition, des acteurs terrain ont partagé leurs expériences, et des représentants de réseaux ont mis en évidence les enjeux émergeant du côté de leurs membres. Les présentations, discussions et réflexions ont donné lieu à des rencontres surprenantes, à des partages de réalités qui auront certainement des retombées dès cette année.

ÉVOLUTION ET DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Cette thématique, probablement plus éclatée que les autres, regroupe une dizaine de projets qui traitent de l'évolution et du développement de l'économie sociale, que ce soit dans le numérique, en culture ou en loisir, ou touchant des publics particuliers (jeunes, femmes, personnes âgées). Ces projets sont souvent issus de préoccupations directement exprimées par des partenaires. Le projet d'élaboration d'un outil d'autodiagnostic pour l'analyse de l'accessibilité au loisir, issu du Conseil québécois du loisir (CQL) en est un bon exemple.

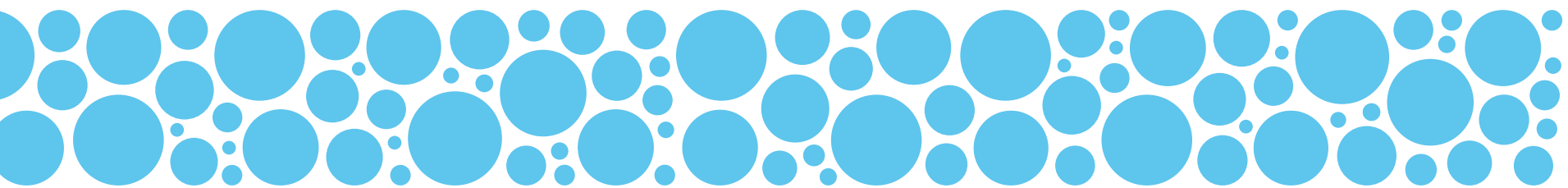
Cette thématique recouvre également des projets en émergence qui porte notamment sur le vieillissement de la population, la relève en agriculture et les initiatives collectives en tourisme autochtone pour le développement territorial.

Accessibilité au loisir

Basé sur un guide publié en 2007 et développé dans le cadre de l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS), le projet vise à concevoir un outil qui permettra aux intervenants de mieux connaître l'accessibilité au loisir dans leur milieu et ainsi de mieux cibler les interventions afin d'améliorer cette accessibilité. Le TIESS a contribué à la réalisation du projet (animation de rencontres, suivis et comptes rendus, participation au comité de suivi, participation au processus d'expérimentation avec les praticiens, etc.).

En 2015–2016, les travaux du comité ont permis la finalisation de l'outil notamment par la poursuite de l'expérimentation, la production d'un guide d'animation et le développement d'un questionnaire qui sera disponible en ligne. Au cours de l'année, l'outil a été présenté aux membres du Conseil québécois du loisir et de la Fédération québécoise des centres communautaires de loisirs, et des agents multiplicateurs ont été formés afin de favoriser son appropriation au sein des organismes de loisir. Les avancées du projet ont été présentées lors de la Conférence annuelle du loisir municipal à Gatineau en octobre 2015.

LE DÉVELOPPEMENT DES INSTANCES DE TRAVAIL



Les groupes de travail (GT)

Les GT réunissent des chercheurs et des praticiens qui s'intéressent à une thématique particulière. Ils déploient leurs activités à l'échelle nationale. Ils reçoivent du CA le mandat de dresser un état de situation en lien avec leur thématique, d'identifier les besoins, de développer des outils et des activités de transfert et de veille pertinents, et dans certains cas, de développer des projets autonomes.

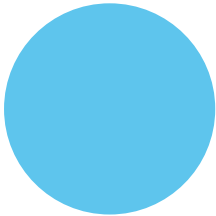
Les travaux menés par les GT en 2015–2016 ont été abordés précédemment quand nous avons présenté les thématiques.

GT Enseignement supérieur et développement des territoires

Ce GT compte douze membres. Il s'est réuni deux fois cette année. Ses travaux se sont déployés autour de trois axes :

- Systématiser les modèles de collaboration entre l'enseignement supérieur et le milieu ;
- Contribuer à la formation en économie sociale dans les cégeps et les universités ;
- Collaborer au développement de nouveaux contenus et de nouvelles formations sur le développement territorial et l'économie sociale, en appui aux initiatives existantes dans les réseaux dans ces domaines.

Ce GT compte dix-huit membres au total (représentants d'organismes de la finance solidaire et de l'économie sociale et chercheurs). Une rencontre du groupe a permis de faire le point sur les grandes tendances, l'évolution et les besoins du secteur ainsi que sur les travaux des trois sous-comités qu'il a mis en place. Avec un total de trente-trois personnes impliquées, ce groupe a mené plusieurs travaux : plusieurs dizaines de rencontres, supervision de la production de synthèses de connaissances, de fiches, de guides et organisation de deux séminaires et un webinaire.



LES ANTENNES RÉGIONALES (AR)

Le travail des AR s'est poursuivi cette année, à un rythme parfois un peu plus lent, dû au contexte financier difficile dans lequel évoluent les pôles régionaux d'économie sociale. Rappelons que l'animation des AR repose en grande partie sur les pôles d'économie sociale, soutenus par le personnel du TIESS.

Les objectifs d'une AR sont :

- 1** | de cerner le contexte, les enjeux et les problématiques à résoudre sur nos territoires (lecture du territoire), en lien avec le développement territorial et l'économie sociale;
- 2** | d'identifier et prioriser les besoins de transfert et les innovations (ou les bons coups) en économie sociale sur ces territoires;
- 3** | de maintenir une connexion étroite entre les travaux du TIESS et les enjeux terrain;
- 4** | de faciliter la liaison entre les organisations (tant sur le terrain qu'entre le terrain et la recherche);
- 5** | de soutenir les activités de veille du TIESS, régionales ou nationales;
- 6** | et de construire des outils et réaliser des activités de transfert (fiches, guides, synthèses, événements, etc.).

En 2015–2016, sept AR (Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, Bas-Saint-Laurent, Estrie, Lanaudière, Laurentides, Mauricie, Centre-du-Québec) regroupant des partenaires des pôles d'économie sociale, des entreprises d'économie sociale et des institutions d'enseignement supérieur ont travaillé en comités régionaux sur différentes thématiques.

Les AR se sont rencontrées à des vitesses variables, parfois jusqu'à cinq fois au cours de l'année. Le travail prend forme de différentes manières en fonction des enjeux et des dynamiques territoriales. Les AR rassemblent entre dix et vingt acteurs, selon les régions.

Des séances de remue-méninges, des discussions pour sonder les besoins, l'établissement de priorités dans les thématiques ou encore une définition d'enjeux organisationnels sont autant d'activités qui ont été menées dans le cadre des travaux des antennes cette année. D'autres activités telles que la tenue d'ateliers ou de séminaires ont aussi été organisées par les AR.

Exemples de thématiques abordées par les AR cette année :

- Mobilité et transport en milieu rural
- Médias communautaires et couverture médiatique régionale
- Relève agricole au féminin et économie sociale comme outil porteur
- Sécurité et souveraineté alimentaires
- Vieillesse de la population
- Entrepreneurat social et entrepreneuriat collectif
- Services de proximité
- Développement des volets marchands des OBNL
- Outils numériques comme levier de développement territorial
- Marchés publics et économie sociale

LE CONSEIL SCIENTIFIQUE (CS)

Le CS exerce quatre fonctions importantes au sein du TIESS :

- Conseil
- Appui à la réflexion stratégique
- Avis sur les projets
- Développement et valorisation de la recherche sur les thèmes touchant la mission du TIESS.

Cette année, le CS a pris son élan après un recentrage de son mandat l'année dernière. Le CS a ainsi contribué à l'animation scientifique du TIESS en faisant émerger des enjeux, en soulevant des questions sur le travail réalisé et en organisant des séminaires. Le CS s'est réuni à cinq reprises et compte quatre nouveaux membres.

Trois projets de synthèses de connaissances ont été déposés au CS et des activités d'échange autour de ces thématiques en ont découlé. Une nouvelle mouture du projet de synthèse de connaissances sur le développement territorial a fait l'objet de discussions au CS et a permis de mettre en évidence l'importance des échanges au CS. La présentation d'un forum sur les nouveaux modèles d'action en développement territorial (3 juin 2016) a été l'occasion de poursuivre les échanges et ainsi alimenter la synthèse. Deux autres synthèses ont été présentées, sur le transfert ainsi que sur l'entrepreneuriat social (voir l'encadré). La question du transfert a aussi fait l'objet d'un séminaire dans le cadre du CS et a ainsi nourri la participation du TIESS au colloque de l'ACFAS *Le transfert et la mobilisation des connaissances : enjeux et défis pour l'innovation sociale* (11 mai 2016). La réflexion se poursuivra l'année prochaine et le CS sera appelé à donner son avis sur l'approche du transfert au TIESS.

Les échanges au CS permettent également de faire émerger des enjeux qui se traduisent ensuite en projets. Ainsi, le projet portant sur la mesure d'impact, présenté plus tôt dans ce texte, provient directement de préoccupations exprimées par le CS et de la réflexion des membres qui alimente ce projet.

Projet Entrepreneuriat social et entreprise sociale : enjeux et opportunités pour l'économie sociale

Au cours de l'année 2015, le conseil scientifique a repéré l'émergence de discours et pratiques portant sur l'entrepreneuriat social comme un enjeu important pour l'économie sociale au Québec. Une première synthèse de connaissances a donc été préparée par plusieurs auteurs en vue d'éclairer un séminaire tenu le 5 juin 2015.

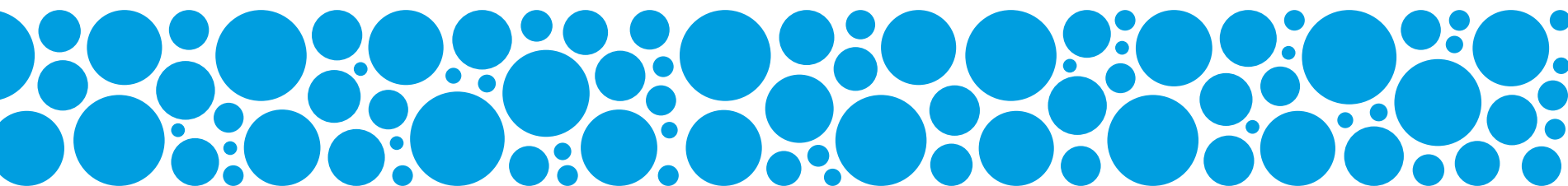
Les travaux se sont ensuite poursuivis au cours de l'année 2015-2016, d'abord avec l'intégration des fruits de ce séminaire dans une nouvelle synthèse de connaissances, qui a été publiée sur le site du TIESS au cours de l'été 2016. Différentes activités (présentations au CA, à l'ACFAS, dans les Laurentides et en Mauricie) ont aussi été réalisées et se poursuivront au cours de la prochaine année afin de favoriser l'utilisation des résultats de ce travail.

LE COMITÉ VEILLE (CV)

Le CV s'est réuni à deux reprises durant l'année écoulée. Il a pu ainsi suivre l'opérationnalisation du système de veille du TIESS, basé en partie sur la plateforme de gestion et de partage d'information et de connaissances Diigo. En juin dernier, on comptait quarante-quatre membres inscrits sur cette plateforme qui y contribuent ou qui reçoivent les informations répertoriées et diffusées par vingt-quatre groupes de veille thématique ou territoriale. Par ailleurs, ces rencontres permettent de faire un tour d'horizon des grandes tendances perçues sur le terrain et dans le milieu académique et d'en analyser certaines de manière plus approfondie.



LE TIESS ORGANISE, COLLABORE, PARTICIPE, MOBILISE, SE FAIT VOIR...



Le TIESS organise et coorganise

Forum sur le développement territorial : les nouveaux modèles d'action

Le 3 juin dernier, quatre-vingt-sept personnes, chercheurs ou représentant de différentes organisations impliquées dans le développement territorial partout au Québec se rencontraient dans un forum d'une journée, organisé conjointement par le TIESS, le CRISES et le CISA autour du thème : *Vers de nouveaux modèles d'action territoriaux*. Réunissant des personnes provenant de plusieurs régions et réseaux (économie sociale, municipalités, organisations syndicales, développement social, organismes de transfert, réseaux communautaires, cégeps, universités...), cet événement constituait une occasion d'écouter, d'échanger et de mettre en valeur le renouvellement des pratiques en développement des territoires dans une perspective de renforcement du pouvoir d'agir des communautés locales. Les nouvelles formes et terrains d'action ainsi que les collaborations émergentes à plusieurs niveaux (enseignement supérieur/milieus associatifs, économie sociale/municipalités, etc.) ont

notamment frappé l'attention des participants. Ceux-ci ont souligné le besoin de telles rencontres pour soutenir le développement de visions communes.

Séminaire sur le financement participatif : enjeux et opportunités pour l'économie sociale et le développement territorial

Le 1^{er} décembre 2015, une quarantaine de personnes étaient réunies autour d'une même table pour faire le point sur cette nouvelle avenue de financement et pour discuter des possibilités offertes par ces plateformes et des enjeux sous-jacents pour l'économie sociale et le développement de nos territoires. C'est dans un climat d'écoute et de collaboration que tous ont échangé et réfléchi autour de la thématique.

Séminaire sur la sécurité alimentaire

Le 25 février dernier, le TIESS coorganisait avec le Centre de recherche en innovation sociale (CRISES), le Centre d'innovation sociale en agriculture (CISA), le Réseau pour une alimentation durable (RAD) et le Chantier de l'économie sociale un premier événement sur le thème

de la sécurité alimentaire et de l'économie sociale. C'est à Victoriaville que près de soixante personnes en provenance de neuf régions du Québec se sont réunies pour se présenter mutuellement, faire valoir leur travail et échanger sur leurs besoins. Des chercheurs ont soutenu les réflexions par un travail de définition, des acteurs terrain ont partagé leurs expériences, et des représentants de réseaux ont mis en évidence les enjeux plus politiques émergeant du côté de leurs membres. Les présentations, discussions et réflexions ont donné lieu à des rencontres surprenantes, à des partages de réalités qui auront certainement des retombées en 2016–2017.

À l'issue de la journée, les participants et les organisateurs se sont entendus pour poursuivre le travail de construction, à une plus large échelle. Cette rencontre est donc la première d'une série.

Séminaire sur les fonds des caisses de retraite, l'économie sociale et le développement territorial

Le 30 mai dernier, près de cinquante personnes se sont réunies à l'appel du TIESS pour explorer les possibilités d'arrimage entre les besoins d'investissement des caisses de retraite et les besoins de financement de l'économie sociale et du développement territorial. Tant le milieu syndical et académique que celui de l'économie sociale, des caisses de retraite et de la finance solidaire et plus traditionnelle étaient présents. Ce séminaire a permis de présenter les résultats d'une synthèse de connaissances réalisée cet hiver sur l'utilisation des capitaux des régimes de retraite pour le financement du développement territorial et de l'économie sociale et de mieux comprendre les défis et enjeux qui entourent cette intermédiation financière. En s'inspirant d'expériences canadiennes et internationales, les acteurs présents ont réfléchi au bien-fondé et aux possibilités de mise en œuvre de telles approches pour permettre le développement de partenariats gagnants.

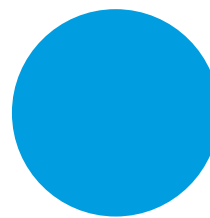
Dans un contexte où les acteurs du milieu de l'économie sociale et du développement territorial cherchent à diversifier leurs sources de financement et où les préoccupations sociales et environnementales des individus sont croissantes, conjuguer les capitaux des caisses de retraite avec les besoins de l'économie sociale et du développement territorial apparaît comme une piste de solution à approfondir.

Séminaire de réflexion—communauté de pratique

Le lundi 6 juin 2016, près de 30 personnes se sont réunies pour réfléchir, comprendre et s'approprier le concept de communauté de pratique. Les exemples du Central des agents de développement rural, de communautés de pratique accompagnées par le CEFRIQ ou des chantiers partenariaux de Communagir ont fait de faire ressortir les conditions à mettre en place dans le cadre de tels projets. Ces discussions ont inspiré le développement du projet Passerelles, une mosaïque de communautés de pratique en développement territorial qui sera animée par le TIESS dès le début de 2017. Cette plateforme permettra de partager des connaissances et des expériences, de développer des outils et des contenus de formation en se basant sur les compétences et les savoirs des praticiens et des chercheurs. Les personnes rassemblées lors de cette activité continuent de s'impliquer dans le projet et se réuniront à nouveau à l'hiver prochain, cette fois au sein du comité des partenaires de Passerelles.

Le TIESS collabore, participe, mobilise

- Acfas 2016
 - « Transfert et construction conjointe des connaissances : une nécessité pour la diffusion et l'élargissement des innovations porteuses de transformation ». Colloque du CRISES, 10 mai 2016 : La reconnaissance du savoir en innovation sociale : une exigence pour la construction d'une économie et d'une société plus solidaire, 10 mai 2016.
 - « Le transfert et la mobilisation des connaissances : enjeu et défi pour l'innovation sociale. L'expérience du TIESS », 11 mai 2016
 - L'entrepreneuriat social et l'entreprise sociale, avec Marie J. Bouchard, 9 mai 2016
- Table ronde sur les grandeurs et les misères du pouvoir collectif, organisée par Kaléidoscope
- Atelier sur l'entrepreneuriat social tenu en décembre 2015, avec Martine Vézina et des membres de la Coopérative de solidarité des entreprises d'économie sociale des Laurentides
- Séminaire sur les municipalités et l'économie sociale avec Saint-Camille, 14 avril 2016, à Wentworth-Nord qui a réuni plus d'une trentaine de participants des Laurentides, de l'Outaouais et de Lanaudière, élus, professionnels/agents de municipalités, etc.



Le TIESS se faire voir et entendre

- « Économie sociale et développement des territoires », revue Vie économique, à paraître
- « Les nouvelles pratiques de financement en économie sociale », revue Vie économique, à paraître
- « On est 8 millions, faut partager », Revue Kaléidoscope, hiver 2016
- Présentation des obligations communautaires pour S2L, services-conseil en économie sociale
- « Canaliser les capitaux des caisses de retraite pour financer le développement territorial et l'économie sociale », synthèse de connaissances
- « L'entrepreneuriat social et l'entreprise sociale », synthèse de connaissances
- « La franchise sociale comme stratégie de changement d'échelle », synthèse de connaissances
- Cours à l'Université du Québec en Outaouais, campus des Laurentides
- Cours au Cégep Dawson (avec CHNGR)
- Entrevue à CIBL sur le financement participatif
- Entrevue pour Les Affaires sur les obligations communautaires
- Entrevue pour un article dans Le Devoir sur l'entrepreneuriat social

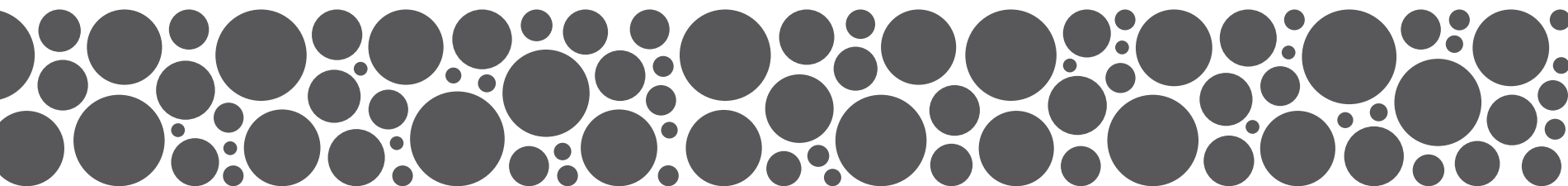
Le TIESS s'engage dans le milieu

- Comité de direction du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES)
- Comité de direction provisoire de la maison de l'innovation sociale (MIS)
- Comité de programmation du Global Social Economy Forum (GSEF2016)
- Comité jeunesse du Chantier de l'économie sociale
- Conseil d'administration de Kaléidoscope
- Conseil d'administration du Chantier de l'économie sociale (membre non votant)
- Conseil d'administration de la Maison de l'économie sociale
- Membre de Québec Innove
- Présidence du Réseau québécois de l'innovation sociale (RQIS)
- Comité de direction de la Chaire de recherche UQAM sur la méthodologie et l'épistémologie de la recherche partenariale

Le TIESS diffuse et communique

Ces activités sont assurées par un comité interne qui voit essentiellement à la diffusion des principaux travaux et des nouvelles afférentes aux activités du TIESS. Le site Internet a été mis à jour et continue d'être bonifié. Une présence accrue sur les médias sociaux contribue à mieux faire connaître le rôle joué par le TIESS dans l'écosystème du développement des territoires.

GOUVERNANCE (CE, CA, AGA)



Le comité exécutif (CE)

Composé de cinq personnes, quatre représentantes des organisations fondatrices et une cinquième élue par le CA, le CE assure, en étroite collaboration avec l'équipe, le bon fonctionnement de l'organisation. Il a tenu huit rencontres cette année, a étudié tous les projets et lettres d'appui présentés au TIESS, a soutenu l'organisation des conseils d'administration et a effectué les suivis budgétaires entre les rencontres du CA.

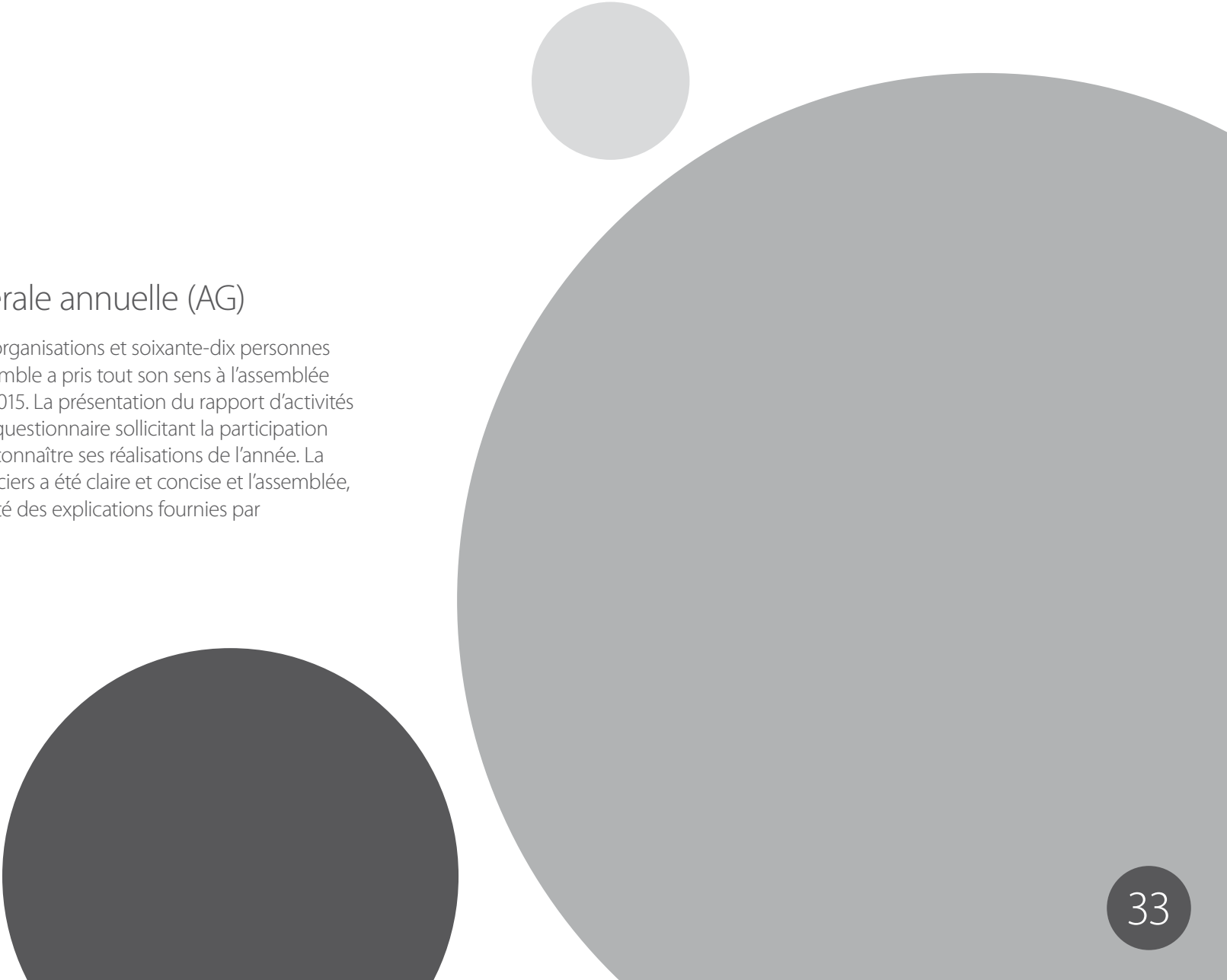
Le conseil d'administration (CA)

Le CA voit aux grandes orientations du TIESS; il prend notamment les décisions relatives à la planification stratégique des activités, aux finances et au suivi des grands projets du TIESS.

Cette année, ses travaux ont été marqués du sceau de l'ouverture et du rapprochement. La question environnementale méritait, de l'avis de tous, un espace dédié au sein du CA du TIESS. C'est ainsi que deux nouveaux postes ont été créés, un du côté des praticiens, l'autre pour les chercheurs. Ces postes sont occupés par le Regroupement

national des conseils régionaux en environnement (RNCRE) et par le Centre interdisciplinaire de recherche en opérationnalisation du développement durable (CIRODD) qui apporteront, dès l'automne 2016, un nouvel éclairage essentiel dans la poursuite des travaux du TIESS. Le conseil d'administration compte maintenant vingt et un sièges, auquel s'ajoutent trois observateurs et la direction générale.

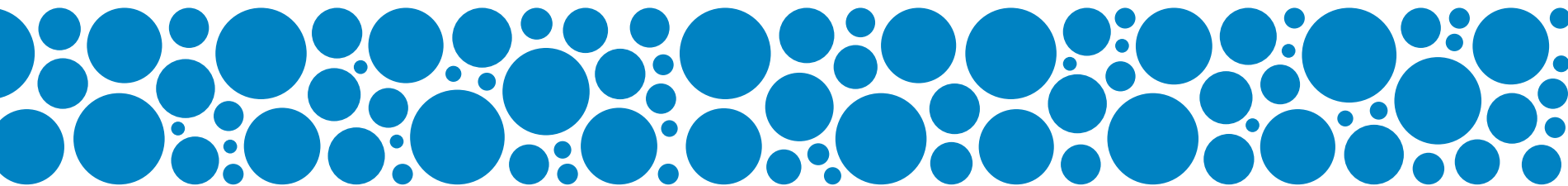
Les activités du TIESS se multipliant, le CA souhaitait mieux se rapprocher de la réalité du déploiement des projets, du travail de transfert et de l'arrimage terrain-recherche. Pour ce faire, un point statutaire « Présentation de contenus » a été ajouté à l'ordre du jour de chacune des rencontres du CA. Ces présentations, assurées par des membres de l'équipe, ont permis au CA de mieux saisir les enjeux entourant l'entrepreneuriat social par rapport à l'entrepreneuriat collectif, de mieux comprendre les franchises sociales ou d'entrevoir la réalité du travail réalisé au TIESS à travers le parcours du projet sur l'accessibilité au loisir.



L'assemblée générale annuelle (AG)

C'est avec plus de soixante organisations et soixante-dix personnes que le thème Travailler ensemble a pris tout son sens à l'assemblée générale du 26 novembre 2015. La présentation du rapport d'activités se déclinait comme un jeu-questionnaire sollicitant la participation de la salle pour mieux faire connaître ses réalisations de l'année. La présentation des états financiers a été claire et concise et l'assemblée, attentive, a souligné la qualité des explications fournies par le vérificateur.

LES PERSPECTIVES



Nous sommes fiers des réalisations portées par le TIESS cette année et des développements qu'il a connus. Toutefois, cette expansion rapide pose un défi de consolidation et de gestion. Nous devons à la fois passer à une vitesse supérieure et ajuster notre fonctionnement pour mener à bien tous nos projets et répondre aux besoins de nos membres et partenaires. Malgré notre expansion rapide et les nouveaux projets stimulants et nécessaires qui verront le jour au cours des prochains mois, il faudra rester fidèle à notre mission, ancrer notre travail sur des bases solides et toujours continuer à stimuler le travail conjoint entre chercheurs et praticiens, entre organisations et institutions d'enseignement supérieur. Remplir cette ambitieuse mission demandera aussi un travail rigoureux pour compléter notre infrastructure et systématiser nos façons de faire.

Le contexte actuel comporte, certes, un grand nombre de difficultés, mais aussi plusieurs opportunités à saisir. Le TIESS n'est pas qu'un spectateur devant composer avec les transformations en cours. Il peut jouer un rôle dans la reconstruction de l'écosystème de soutien à l'entrepreneuriat collectif et dans la reconfiguration du développement territorial. Le TIESS se situe à un carrefour d'où il peut stimuler les collaborations à tous les niveaux. Son mandat de liaison

entre les différents acteurs est, de fait, une bougie d'allumage de l'intelligence collective.

Son travail consiste aussi à repérer les initiatives porteuses, à les systématiser pour que l'on comprenne les conditions de leur émergence, de leur consolidation et de leur développement. Ces initiatives peuvent ensuite être transférées dans la pratique des autres organisations. Le transfert des connaissances est ainsi un élément de l'écosystème de soutien à l'économie sociale. Le TIESS permet donc de transférer non seulement des capacités et des compétences, mais aussi des visions et un sens dont nous avons grandement besoin.

Dans ce travail, bien sûr, nous œuvrons avec les réseaux de soutien à l'économie sociale et au développement territorial, avec les institutions d'enseignement supérieur et les centres de recherches, avec les pouvoirs publics. Nous ne remplaçons pas ce que font ces réseaux, nous le complétons et le mettons en relation.

Travailler ensemble. Développer les collaborations. C'est plus nécessaire que jamais.

LES PARTENAIRES FINANCIERS

**Économie, Science
et Innovation**

Québec 

Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MÉSI)



Fonds de solidarité



Desjardins
Caisse d'économie solidaire

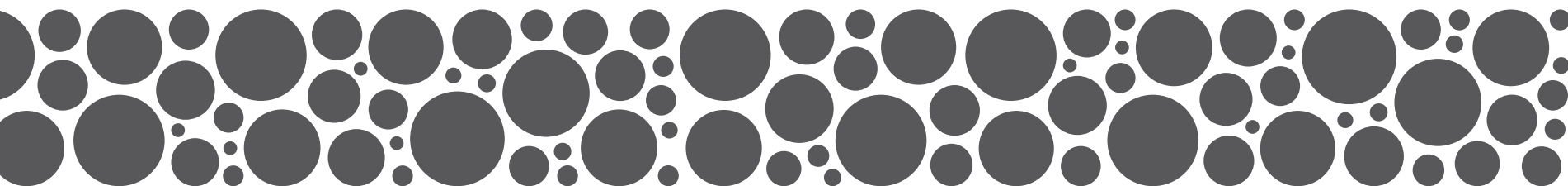
Caisse d'économie solidaire



Fondation Lucie
et André Chagnon

Fondation Chagnon

ANNEXES



Équipe de travail 2015–2016

Vincent van Schendel

Directeur général
Poste 602
Cellulaire : 514 949-7746
direction@tiess.ca

Édith Forbes

Coordonnatrice administrative
Poste 601
Cellulaire : 438 826-7422
edith.forbes@tiess.ca

Geneviève Huot

Coordonnatrice, liaison et transfert
Poste 603
Cellulaire : 514 949-4618

Conseillers et conseillères en transfert

Caroline Dufresne

Poste 608
Cellulaire : 450 558-1133

Émilien Gruet

Poste 607
Cellulaire : 438 764-0158

Joël Nadeau (Saint-Camille)

Cellulaire : 819 816-8379

Lynn O’Cain (à Trois-Rivières)

Poste 604
Cellulaire : 819 668-3529

Mélanie Pelletier

Poste 605
Cellulaire : 514 805-1991

Personnel chargé de projet

Marie-France Bellemare

Poste 613
Cellulaire : 514 914-3012

Gabriel Salathé-Beaulieu

Poste 613
Cellulaire : 514 793-7351

Vanessa Sorin

Poste 613
Cellulaire : 514 793 1916

Nos projets, par thématique

Les liens entre l'enseignement supérieur et le développement des territoires

- *Développer la formation en économie sociale dans le réseau de l'enseignement supérieur*—Sylvie de Grosbois, Jean-Marc Fontan, Isabeau Four, Geneviève Huot, Céline Lemay, Paule Mauffette, Carine Perron
- *Systématiser des modèles de collaboration en enseignement supérieur*—milieu—Sylvie de Grosbois, Jean-Marc Fontan, Isabeau Four, Geneviève Huot, Céline Lemay, Paule Mauffette, Carine Perron
- *Monographie du Service aux collectivités*—Geneviève Chicoine, Jean-Marc Fontan, Lyne Kurtzman, Michel Lizée, Josée-Anne Riverin, Claire Vanier
- *CHNGR (« changer »)*—Ambassadeurs jeunesse —Johanna Baës, Jonathan Boretsky, Maude Brossard-Sabourin, Mauricio Buschinelli, Fadjiah Collin, Marc-Olivier Froment, Joani Gagné-Beauchamp, Jean-François Gagnon, Daniela Gavriloiu, Julie Hamel, Abid Haythem, Xavier Hervé, Geneviève Huot, Marina Jolly, Pierre-Antoine Laine, Marguerite Mendell, Nicolas Nadeau, Nancy Neamtan, Charles Pepin, Benjamin Prunty, Dominique Richard, Jean-François Simoneau, Thibault Sorret, Yan Teor, Alister Tuck-Sherman
- *L'économie à l'université : vers un enseignement inclusif et pluraliste*—Clara Dallaire-Fortier, Mathieu Dufour, Charles Guay Boutet, Rimel Melheb, Billal Tabaichount, Sylvain Zini

- *Le transfert au TIESS : vers une systématisation de notre approche*—Juan-Luis Klein, Benoît Lévesque, Nancy Neamtan, Josée-Anne Riverin, Chantal Tardif, Sonia Vaillancourt
- *Portrait de la recherche et de l'enseignement en économie sociale à l'UQAM*—Marie J. Bouchard, Juan-Luis Klein
- *Rapprochement entre les milieux de l'enseignement supérieur et de l'économie sociale des Laurentides*—Catherine Landry-Larue, Joëlle Ritchie, Sylvie de Grosbois

Les nouvelles avenues de financement de l'économie sociale

- *Financement participatif*—Lucie Beaulieu, Laurence Cliche, Rachad Lawani, Roselyne Mavungu, Martine Morissette, Bernard Ndour, Mélanie Rheault, Chantal Tardif, François Vermette
- *Obligations communautaires*—Michel Bouchard, Jacques Charest, Anyle Côté, Ludovic Delrieux, Éline Éthier, Mario Fortin, Philippe Garant, Marie Houde, Kevin McMahon, Marie-Anne Marchand, Marguerite Mendell, Jason Prince, Meggie Savard, Bernard Ndour, Chantal Tardif, François Vermette
- *Utilisation des capitaux des régimes de retraite pour le financement du développement territorial et de l'économie sociale*—Évelyne Beaudin, Jacques Charest, Colette Harvey, Robert Laplante, Michel Lizée, Marie-Josée Naud
- *Municipalités et économie sociale*—Partenaires pour de nouvelles avenues de financement du développement territorial—Jacques Charest, Marguerite Mendell, Nancy Neamtan

La transformation du modèle de développement et la transition socioécologique

- *La place de l'économie sociale dans le secteur des ressources naturelles*—Karine Awashish, Claire Bolduc, Jacques Boucher, David Bourdages, Guy Chiasson, Marie-José Fortin, Éric Pineault, Marie-Josée Racicot, Marie-Paule Robichaud, François Vermette
- *Réflexions sur le développement territorial*—Guy Chiasson, Mélanie Doyon, Geneviève Huot, Juan-Luis Klein, Dominic Lapointe, Marie-Paule Robichaud
- *Formation en développement socioéconomique local et régional*—FTQ—Marie-Neige Besner, Daniel Champagne, Stéphane Hudon, François L'Heureux, Éric Pineault
- *Passerelles—Communauté de pratique et d'apprentissage en développement territorial et innovation sociale*—Guillaume Beaulieu, Sylvie Bellerose, Claire Bolduc, Éric Cadieux, Annie Camus, Maryse Drolet, Agnès Dupriez, Mathieu Forgues, Charles Gagnon, Geneviève Giasson, Sylvie Harvey, Rym Lamrani, Émanuèle Lapierre-Fortin, Anne-Marie Legault, Carole Mercier, Dominique Morin, Mélanie Normand, Marie-Paule Robichaud, Lise Roy, Barbara Rufo, Vincent Tanguay, Anne Vadeboncoeur.
- *Des solutions collectives locales en énergie et en mobilité pour la ville de demain*—Bertrand Fouss
- *Apprentissages et développement des milieux ruraux (construire le récit du développement rural)*—Benoît Bourassa, Olivier Brière, Denis Bussièrès, Jacques Caillouette, Jean-Marc Fontan, Diane Gabrielle-Tremblay, Katherine Gouin, Juan-Luis Klein, Sylvain Laroche, Isabelle Mahy, Patrick Merrien, Pierre-André Tremblay

- *Bilan des apprentissages des laboratoires ruraux*—vers le partage des expériences—Kathleen Aubry, Patrice Leblanc
- *Services de proximité et entrepreneuriat collectif : les magasins généraux ruraux*—Jean-François Allaire, Benoit Bourassa, Olivier Brière, Jacques Caillouette, Janvier Cliche, Cynthia Collette, Jerry Espada, Nelson Gendron, Émanuèle Lapierre-Fortin
- *Repositionnement stratégique des pôles d'économie sociale*—Béatrice Alain, Maude Brossard-Sabourin, Carine Perron, Mélanie Rheault

Impact et changement d'échelle

- *Développement d'un modèle de franchise en économie sociale à partir du cas du transfert d'un service de couches lavables*—Sarah Dahmani, Alain G. Gaulin, Geneviève Huot, Didier Kazadi Muamba, Pascale Lagacé-Brunet, Maude Léonard, Sylvie Robert
- *Évaluation et mesure de l'impact social*—Jacinthe Allard, Gabriel Brice, Jean Bergevin, Lynda Binhas, Marie Bouchard, Daniel Champagne, Jacques Charest, Laurence Cliche, Sylvie de Grosbois, Danielle Dunn, Rym Lamrani, Philippe Garant, Sara Russo Garrido, Richard Gravel, Pascal Grenier, Serguei Kimvi, Maude Léonard, Philippe Margueron, Cécile Pachocinski, Josée-Anne Riverin, Chantal Tardif, Johanne Turbide, Sonia Vaillancourt, Julie Vézina, Laure Waridel

Sécurité alimentaire

- *L'économie sociale et les initiatives en sécurité et souveraineté alimentaires*—Marie-Joëlle Brassard, Diana Bronson, Mélanie Doyon, Sandrine Ducruc, Simon Dugré, Juan-Luis Klein, Rym Lamrani, Nancy Neamtan, François Vermette

- *Rôle de l'économie sociale dans le développement de circuits courts*—Marie-Claude Brière, Maxine Cléroux, Sébastien Desaulniers, Marianne Guillemette, Marie-Hélène Laliberté-Rock, Nathalie Lavoie, Karine Ménard, Jonathan Rodrigue, Danièle Savoie

Évolution et développement de l'économie sociale

- *Entrepreneuriat social et entreprise sociale : Enjeux et opportunités pour l'économie sociale*—Marie J. Bouchard, Émilie Fortin-Lefebvre, Geneviève Huot, Matthieu Roy, Martine Vézina
- *Développement de l'entrepreneuriat collectif dans les organismes communautaires*—Jean-François Allaire, Benoit Bourassa, Olivier Brière, Jacques Caillouette, Janvier Cliche, Cynthia Collette, Jerry Espada, Nelson Gendron, Émanuèle Lapierre-Fortin
- *Appropriation des technologies numériques en Estrie*—Jean-François Allaire, Benoit Bourassa, Olivier Brière, Jacques Caillouette, Janvier Cliche, Cynthia Collette, Jerry Espada, Nelson Gendron, Émanuèle Lapierre-Fortin
- *Veille sur l'usage du numérique dans les entreprises d'économie sociale (CEFRIO, PME 2.0—phase 2)*—Laurence Bakayoko, Diane-Gabrielle Tremblay
- *Grille d'indicateurs de vitalité culturelle à l'échelle locale*—Valérie Beaulieu, Julie Calvé, Anne-Marie Jean, Juan-Luis Klein, Isabelle Longtin
- *Les cellules régionales d'innovation en médiation culturelle : des vecteurs de développement territorial ?*—Marie Bujold, Martin Lussier, Josée-Anne Riverin, Louise Siruco
- *Outil d'autodiagnostic pour l'analyse de l'accessibilité au loisir. Le loisir accessible : un droit pour tous*—Simon Beaubien, Patrick Lafleur, Dominic Lapointe, Sonia Vaillancourt, Karine Verreault
- *Veille stratégique sur les initiatives d'appropriation et d'animation des espaces publics*—Éric Lefebvre, Isabelle Longtin, Céline Poisson
- *La relève au féminin en agriculture*—Francyne Ducharme, Chantal Tardif, Lucie Veillette
- *Initiatives collectives en tourisme autochtone pour le développement territorial*—Marie-Paule Malec, Monique Bouchard, Dominic Lapointe
- *Vieillesse de la population*—Nathalie Mercier, Chantal Tardif
- *Formation en économie sociale pour les élus municipaux (FQM)*

Composition des structures de travail

Groupes de travail

Nouvelles avenues de financement

Jean-Martin Aussant, Lucie Beaulieu, Gabriel Brice, Jacques Charest, Philippe Garant, Émilien Gruet, Robert Laplante, François L'Heureux, Michel Lizée, Roselyne Mavungu, Margie Mendell, Bouchra M'Zali, Marie-Josée Naud, Nancy Neamtan, Cécile Pachocinski, Luc Rabouin

Groupe de travail sur l'enseignement supérieur

Sylvie de Grosbois, Jean-Marc Fontan, Isabeau Four, Geneviève Huot, Patrice Leblanc, Céline Lemay, Paule Mauffette, Nicolas Nadeau, Carine Perron

Conseil scientifique

Nadine Arbour, Cécile Pachocinski, Denis Bussièrès, Céline Charpentier, Guy Chiasson, Jean-Marc Fontan, Juan-Luis Klein, Dominic Lapointe, Benoît Lévesque, Carole Lévesque, Nancy Neamtan, Carine Perron, Josée-Anne Riverin, Hélène P. Tremblay, Martine Vézina

Antennes régionales

Abitibi-Témiscamingue

Patrice Leblanc, Monique Lessard, Louiselle Luneau, Daniel Thomas

Bas-Saint-Laurent

Marco Alberio, Jacques Bérubé, Dominique Lapointe, Claude Ouellet

Centre-du-Québec

Isabelle Brunelle, Francyne Ducharme, Simon Dugré, Céline Lemay, Nathalie Mercier, Annie Roy, Chantal Tardif, Sandra Vigneault

Estrie

Jean-François Allaire, Benoit Bourassa, Olivier Brière, Jacques Caillouette, Janvier Cliche, Cynthia Collette, Jerry Espada, Nelson Gendron, Émanuèle Lapierre-Fortin

Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine

Ghislain Anglehart, David Bourdages, François Bujold, Roméo Deraspe, Geneviève Gagné, Marie-Claude Hudon, Gaëtanne Mauger, Sophie Anne Morin, André Richard, Claude Richard

Lanaudière

Marc-André Brûlé, Isabelle Deslauriers, Stéphane Gaudet, Véronique Jetté-Nantel, Chantal Lalonde, Jonathan Landreville, Evan Murray, Carine Perron, Marlène Thiboutot, Pierre Vachon

Laurentides

Diane Archambault, Mona Beaulieu, Hélène Bélanger-Bonneau, Karine Bourbonnais, Julie Bourgon, Mariève Constantineau, Sylvie de Grosbois, Shanna Fournier, Annie Lajoie, Catherine Landry-Larue, Monique Ménard, Manon Mongrain, Diane Richard, Julie Richer, Joëlle Ritchie, Lise St-Germain, John Tittel

Mauricie

Jacinthe Allard, Isabelle Bordeleau, Jean Brouillette, Geneviève Dubois, Alain Dumas, Irène Hamel, Steven Hill, Céline Lemay, Stéphanie Milot, Annie Roy

Gouvernance du TIESS

Conseil d'administration 2015–2016

Claire Bolduc, Solidarité rurale du Québec (SRQ), poste vacant depuis juin 2016

Jacques Caillouette, Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES)

Sylvie de Grosbois, Collège de l'enseignement supérieur, Université du Québec en Outaouais (UQO)

Jacques Charest en alternance avec Philippe Garant, Cap finance

Stéphane Hudon, Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)

Juan-Luis Klein*, Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES)

Catherine Landry-Larue, Collège des pôles régionaux d'économie sociale, Coopérative de solidarité des entreprises d'économie sociale des Laurentides

Dominic Lapointe, Centre de recherche sur le développement territorial (CRDT)

Roselyne Mavungu, Collège des praticiens, Réseau québécois du crédit communautaire (RQCC)

Marguerite Mendell*, Institut Karl Polanyi, Université Concordia

Nancy Neamtan*, Chantier de l'économie sociale

Carine Perron, Collège des cégeps, Centre d'expertise et d'accompagnement en innovation sociale (CERESO)

Marie-Paule Robichaud, Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM)

Lyne Sauvageau, Université du Québec (siège social)

Marcel Simoneau*, Service aux collectivités (SAC), Université du Québec à Montréal (UQAM)

Chantal Tardif*, Collège des pôles régionaux d'économie sociale, Pôle régional du Centre-du-Québec

Anne Thibault-Bellerose, Collège des syndicats, Confédération des syndicats nationaux (CSN)

Sonia Vaillancourt, Collège des regroupements sectoriels, Conseil québécois du loisir (CQL)

Martine Vézina, Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives (CIRIEG-Canada)

Vincent van Schendel, directeur général du TIESS, membre d'office, sans droit de vote

Observateurs

Benoît Lévesque, Conseil scientifique, TIESS

Claude Lévis, Direction du maillage et du partenariat industriel, ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MÉSI)

Laurence Cliche, Direction de l'entrepreneuriat collectif, ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MÉSI)

*Membres du comité exécutif.

Membres du TIESS*

Organismes promoteurs

- Centre recherche sur les innovations sociales (CRISES) – UQAM
- Chantier de l'économie sociale
- Institut Karl Polanyi – Université Concordia
- Service aux collectivités – UQAM

Collèges et universités du Québec

- École nationale d'administration publique (ENAP)
- HEC Montréal
- Université Concordia
- Université du Québec (UQ)
- Université du Québec en Outaouais (UQO)
- Université du Québec à Montréal (UQAM)
- Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)

Organismes de recherche en milieu collégial et universitaire

- Centre collégial de recherche en innovation sociale (CERESO) – Cégep de Lanaudière
- Centre d'étude en responsabilité sociale et écocitoyenneté (CÉRSÉ) – Collège de Rosemont
- Centre d'initiation à la recherche et d'aide au développement durable (CIRADD) – Cégep de Gaspésie et des îles de la Madeleine
- Centre d'innovation sociale en agriculture (CISA) – Cégep de Victoriaville
- Centre de recherche sur le développement territorial (CDRT) – UQO
- Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) – UQAM
- Chaire de recherche du Canada en économie sociale – UQAM

- Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives (CIRIEC) – Canada
- Collectif d'économie sociale du Collège Ahuntsic
- Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional de l'Est du Québec (GRIDEQ)
- Marcel Desautels Institute for Integrated Management (MDIIM), Desautels Faculty of Management, McGill University
- Tompkins Institute, Cape Breton University

Organisations de l'économie sociale et solidaire

- Association des Centres locaux de développement du Québec (ACLDQ)
- Association des groupes de ressources techniques du Québec (AGRTQ)
- Association québécoise des centres de la petite enfance (AQCPÉ)
- Centre St-Pierre
- CIBL 101,5 Radio Montréal
- Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre (COCDMO)
- Collectif des entreprises d'insertion du Québec (CEIQ)
- Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ÉSAC)
- Conférence régionale des élus de Montréal, Conseil d'économie sociale de l'Île de Montréal
- Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM)
- Conseil québécois du loisir (CQL)
- Culture Montréal
- Culture pour tous

- Laurentides économie sociale (une division des Laurentides économiques)
- Pôle régional d'économie sociale de l'Abitibi-Témiscamingue
- Pôle régional d'économie sociale de l'agglomération de Longueuil
- Pôle régional d'économie sociale du Bas-Saint-Laurent
- Pôle régional d'économie sociale de la Capitale Nationale
- Pôle régional d'économie sociale du Centre-du-Québec
- Pôle régional d'économie sociale Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
- Pôle régional d'économie sociale de Laval (PRESL)
- Pôle régional d'économie sociale de la Mauricie
- Pôle régional d'économie sociale de Montérégie-Est
- Pôle régional d'économie sociale de l'Outaouais
- Pôle régional en économie sociale du Saguenay-Lac-Saint-Jean
- Pôle régional d'économie sociale de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent
- Regroupement des centres d'amitié des autochtones du Québec (RCAAQ)
- Regroupement des Corporations de développement économique communautaire du Québec (RCDEC)
- Regroupement québécois des entreprises d'économie sociale en gestion des matières résiduelles (RQEES-GMR)
- Réseau de L'Accorderie
- Réseau de la coopération du travail du Québec (RÉSEAU)
- Réseau des entreprises d'économie sociale de l'Estrie (REES-ESTRIE)
- Réseau québécois du crédit communautaire (RQCC)
- Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ)

- S2L Services Conseil en économie sociale
- Solidarité rurale du Québec (SRQ)
- Table nationale des Corporations de développement communautaire (TNCDC)
- Table régionale en économie sociale Chaudière-Appalaches (TRESKA)
- Table régionale en économie sociale de Lanaudière (TRESL)

Organismes et regroupements dont la mission est liée à celle du TIESS

- Communagir

Regroupement municipal

- Fédération québécoise des municipalités (FQM)

Organisations syndicales

- Centrale des syndicats démocratiques (CSD)
- Confédération des syndicats nationaux (CSN)
- Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)

Organismes de la finance solidaire

- Caisse d'économie solidaire Desjardins
- CAP Finance
- Fiducie du Chantier de l'économie sociale
- Fonds de solidarité de la FTQ
- Réseau d'investissement social du Québec (RISQ)
- Réseau québécois du crédit communautaire (RQCC)

* L'organisme comporte des membres d'office et des membres réguliers. Les membres sont obligatoirement des organisations ou des regroupements d'entreprises. Tous les membres ont droit de vote et peuvent se faire élire au conseil d'administration, en respectant les règles des collèges électoraux.

Liste des personnes ayant participé aux structures ou aux activités du TIESS

Haythem Abid, UQ, Béatrice Alain, Chantier de l'économie sociale, Marco Alberio, UQAR, Jacinthe Allard, Pôle d'économie sociale de la Mauricie, Ghislain Anglehart, MESI GÎM, Camille Arsenault-Hétu, UQAM, Benoît Aubé, CSSS PNQL, Kathleen Aubry, Chaire Desjardins des petites collectivités, Jean-Martin Aussant, Chantier de l'économie sociale, Laurence Bakayoko, Projektae, Évelyne Beaudin, TIESS, Frank Beaudin, Syndicat des métallos (FTQ), Lucie Beaulieu, Investissement Québec, Mona Beaulieu, Fonds communautaire de micro-crédit, Gaston Bédard, CQCM, Anick Béland-Morin, Marché de proximité de Québec, Josée Bélanger, CLD Pierre de Saurel, Pierre Bélanger, FTQ, Sylvie Bellerose, Village Relais, Jean Bergevin, Cecosol Desjardins, Céline Bernier, TRESCA, Luc Bernier, ENAP, Jacques Bérubé, Pôle régional d'économie sociale du Bas-Saint-Laurent, Lynda Binhas, CSMO-ÉSAC, Mélanie Bisson, RQIS, Andrée-Anne Blouin, Table de concertation en sécurité alimentaire, Diane Boily, Croquarium, Claire Bolduc, SRQ, Jonathan Boretsky, Collège Dawson, Alain Bouchard, FCAQ, Caroline Bouchard, Réseau FADOQ, Marie J. Bouchard, CIRIEC Canada -UQAM, Michel Bouchard, PME Mtl Centre-Ville, Monique Bouchard, Corporation de développement patrimonial, culturel et touristique (COPACTE) de Natashquan, Jacques Boucher, CRISES - UQO, Lisa Boucher, Momentum Crowdfunding inc., Malika Boulhanna, Compagnie F, Benoît Bourassa, Le P'tit Bonheur de Saint-Camille, Karine Bourbonnais, Deux-Montagnes, David Bourdages, CIRADD - Cégep de la Gaspésie et des Îles de la Madeleine, Gilles Bourque, IREC, Marie-Joëlle Brassard, CISA, Nathalie Breault, MEIE, Gabriel Brice, Fondation, Olivier Brière, Corporation de développement économique de Saint-Camille, Diana Bronson, RAD, Maude Brossard-Sabourin, Chantier de l'économie sociale, Jean Brouillette, CDC des Chenaux, Luc Brouillette, Syndicat des employés de l'Université Laval, Hélène Brown, Carrefour de la création, Marc-André Brûlé, TRESL,

Isabelle Brunelle, CDC Nicolet-Yamaska, Marie-Ève Buist, Chaire de recherche en droit sur la diversité et la sécurité alimentaire, Marie Bujold, Culture pour tous, Mauricio Buschinelli, Université Concordia, Denis Bussièrès, CRISES - UQAM, Félix Bussièrès, Pôle régional d'économie sociale de la Capitale-Nationale, Éric Cadieux, Fondation Lucie et André Chagnon, Jacques Caillouette, CRISES - Université de Sherbrooke, Julie Calvé, Culture Montréal, Annie Camus, CRISES - UQAM, Normand Caron, MÉDAC, Daniel Champagne, Fonds de solidarité FTQ, Gaël Chantrel, Les Banques alimentaires du Québec, Jacques Charest, Fiducie du Chantier de l'économie sociale, Céline Charpentier, CSMO-ÉSAC, Laurence Chaumillon, CLD de Laval, Philippe Chénard, Fondation, Eve-Isabelle Chevrier, TNCDC, Guy Chiasson, CRDT - UQO, Geneviève Chicoine, UQAM, Éric Cimon, AGRTQ, Janvier Cliche, CDRQ de l'Estrie, Laurence Cliche, MÉSI, Cynthia Collette, REES-Estrie, Fadjiah Collin, École de Technologie Supérieure, Mariève Constantineau, CSEESL, Stéphane Corriveau, Alphafixe Capital, Anyle Côté, CÉSIM, Ethel Côté, MécènESS Inc., Isabelle Coulombe, FTQ, Julie Courchesne, Pôle régional d'économie sociale du Centre-du-Québec, Liette Courchesne, Fiducie du Chantier de l'économie sociale, Lysanne Croteau, Pôle régional d'économie sociale de la Montérégie-Est, Martine Croteau, CIUSSS – Mauricie et Centre-du-Québec, Sarah Dahmani, Lange Bleu, Xavier De Gaillande, AQCP, Sylvie de Grosbois, UQO, Ludovic Delrieux, Conseil des Arts de Montréal, Roméo Deraspe, Corporation de services d'aide à domicile l'Essentiel, Sébastien Desaulniers, Club des petits déjeuners, Isabelle Deslauriers, Cegep Lanaudière-CERESO, Mariane Dion, Québec en forme, Mélanie Doyon, CRISES - UQAM, Houssine Dridi, UQAM, Geneviève Dubois, Pôle régional d'économie sociale de la Mauricie, Francine Ducharme, Table de concertation du mouvement des femmes du Centre-du-Québec, Sandrine Ducruc, CISA, Mathieu Dufour, UQO, Caroline Dufresne, TIESS, Simon Dugré, CISA, Alain Dumas, Cégep de Trois-Rivières, Laura-Kim Dumesnil, Consortium en développement social de la Mauricie, Danielle Dunn, Centre Saint-Pierre, Agnès Dupriez, Mouvement Desjardins, Louise Hodder, PRESL, Jessica Élie-Léonard, UQAM, Dario

Enriquez, UQAM, Élane Éthier, Cinéma NDG / Théâtre Empress, Nicolina Farella, Fondation McConnell, Sylvie Ferland, Québec en forme, André Fleury, Regroupement des syndicalistes à la retraite (FTQ), Jean-Marc Fontan, CRISES - UQAM, Karole Forand, CDEC de Sherbrooke, Édith Forbes, TIESS, Mathieu Forgues, Fondation Lucie et André Chagnon, Marie-Josée Fortin, GRIDEQ, Mario Fortin, Cinéma Beaubien / Cinéma du Parc, Isabeau Four, Collège de Rosemont, Gabriel Fournier-Fillion, UTILE, Bertrand Fouss, Coop Carbone, France Fradette, Table des ressources en aide alimentaire du Centre-du-Québec, Martin Frappier, Chantier de l'économie sociale, Marc-Olivier Froment, CÉGEP de Lanaudière à l'Assomption, Claudia Gagné, Carrefour jeunesse emploi de l'Outaouais, Geneviève Gagné, Pôle régional d'économie sociale Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Joani Gagné-Beauchamp, CÉGEP de Lanaudière à l'Assomption, Charles Gagnon, RESO, Jean-François Gagnon, Collège Ahuntsic, Patrice Gagnon, FTQ, Olivier Gamache, Groupe Investissement responsable, Philippe Garant, RISQ, Allan Gaudreault, Analyste-Conseil, Alain G. Gaulin, Juripop, Marc Gauthier, Université Concordia, Daniela Gavriloiu, Collège Dawson, Geneviève Giasson, Communagir, Patrick Gloutney, SCFP, Katherine Gouin, P'tit Bonheur de Saint-Camille, Richard Gravel, CEIQ, Pascal Grenier, L'Esplanade, Jean-François Grenon, TUAC 501, Émilien Gruet, TIESS, Marianne Guillemette, Centre d'écoinitiatives populaires, Irène Hamel, ÉCOF-CDEC de Trois-Rivières, Julie Hamel, Chantier de l'économie sociale, Frédéric Hanin, IREC, Colette Harvey, CECOSOL, Doris Harrisson, CSEESL, François Hembert, RISQ, Royse Henderson, SCFP, Mireille Héroux, Investissement Québec, Xavier-Henri Hervé, District 3, César Herzele, Parole d'ExcluEs, Steven Hill, CFCM, Marie Houde, Grand costumier, Marcelin Hudon, OMHM, Marie-Claude Hudon, RESSORT, Stéphane Hudon, FTQ, Geneviève Huot, Chantier de l'économie sociale, Gaelle Janvier, Alternatives / nourrir la citoyenneté, Anne-Marie Jean, Culture Montréal, Véronique Jetté-Nantel, MAMOT, Marina Jolly, Université de Montréal, Didier Kazadi Muamba, PME Montréal Centre-Est, Serguei Kimvi, CLIPP, Juan-Luis Klein, CRISES - UQAM, François L'Heureux, Fonds de Solidarité FTQ, François L'Italien, Observatoire de la

retraite, Marie Lacasse, Coopérative La Mauve, Valérie Laffineur, S2L Conseils, Patrick Lafleur, Loisir et Sport Montérégie, Jean-René Laforest, FTQ, Nathalie Lafranchise, UQAM, Pascale Lagacé-Brunet, UQAM, Pierre-Antoine Laine, École de technologie supérieure, Marie-Pierre Laîné, RCAAQ, Annie Lajoie, Centraire Hautes-Laurentides, Frédéric Lalande, COCDMO, Marie-Hélène Laliberté-Rock, CDC Nicolet-Yamaska (La Carotte joyeuse), Rym Lamrani, Chantier de l'économie sociale, Mario Lamy, Syndicat des débardeurs du Port de Trois-Rivières et SCFP-Québec, Jonathan Landreville, SADC Matawinie, Catherine Landry-Larue, CSEESL, Marilyne Landry, Desjardins, Andrée Lapierre, CSN, Émanuèle Lapierre-Fortin, Coop Niska, Robert Laplante, IREC, Dominic Lapointe, CRDT - UQAM, Sylvain Laroche, CIMR de Sainr-Camille, Lisa Larose, Carrefour jeunesse emploi de l'Outaouais, Sophie Laughrea, Université Laval, Johanne Lavoie, Ville de Montréal, Nathalie Lavoie, La Recette / RRAC, Rachad Lawani, CDEST, Marie Leahey, RRFS-GCF, Patrice Leblanc, Chaire Desjardins des petites collectivités UQAT, Fanie Lebrun, OEDC, Samuel Leclerc, Société de création, Éric Lefebvre, Partenariat du Quartier des spectacles, Nathalie Lefebvre, Comité régional en sécurité alimentaire (Mauricie), Richard Lehoux, FQM, Antoine Lemay, SSQ, Céline Lemay, UQTR, Maude Léonard, CRISES - UQAM, Huguette Lépine, Réseau Accorderie, Marie-Claude Lépine, Culture Montréal, Isabelle Lessard, CIRODD, Monique Lessard, Société de développement du Témiscamingue, Benoît Lévesque, UQAM, Carole Lévesque, Chantier de l'économie sociale, Carole Lévesque, INRS, Claude Lévis, MÉSI, Michel Lizée, RRFS-GCF UQAM, Isabelle Longtin, Culture Montréal, Louiselle Luneau, Pôle régional d'économie sociale de l'Abitibi-Témiscamingue, Christiane Lussier, RQDS, Louis-André Lussier, Pôle régional d'économie sociale de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent, Martin Lussier, UQAM, Bouchra M'Zali, UQAM, Greg Macleod, Cape Breton University, Vincent Magnat, Regroupement Arts et culture de Rosemont Petite-Patrie, Isabelle Mahy, CRISES - UQAM, Marie-Paule Malec, Conseil des Montagnais de Nutashkuan, Dianne Maltais, Caisse d'économie solidaire Desjardins, Trevor Manning, Urban Seedling, David Marshall, Marché Saint-Pierre,

Marie-Anne Marchand, PME MTL Centre-Ville, Léo Marcotte, UQTR, Philippe Margueron, Collectif des entreprises d'insertion du Québec, Hugo Martorell, Étudiant – Université Concordia, Paule Mauffette, Collège Ahuntsic, Gaëtan Mauger, Pôle d'économie sociale Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Roselyne Mavungu, RQCC, Kevin McMahon, 7 à Nous, Nathalie McSween, Table de concertation sur la faim et le développement social de l'Outaouais, Sophie Mechin, J.W. McConnell Family Foundation, François Meloche, CSN, Karine Ménard, Maison des Familles, épicerie La Maisonnée - RRAC, Monique Ménard, CRDSL, Steeve Ménard, PRÉS SLSJ, Marguerite Mendell, Université Concordia, Patrick Merrien, CIMR de Saint-Camille, Sophie Michaud, Communagir, Stéphanie Milot,, Billy Morin, MRC Argenteuil, Dominique Morin, OEDC, Sophie Anne Morin, CDRQ, Martine Morissette, CJE de l'Outaouais, Pierre Morissette, RESO, Evan Murray, Coopérative de développement régional du Québec - Lanaudière, Bouchra M'Zali, École des sciences de la gestion UQAM, Joël Nadeau, TIESS, Nicolas Nadeau, CHNGR, Marie-Josée Naud, FTQ, Bernard NDour, CECOSOL, Nancy Neamtan, Chantier de l'économie sociale, Jean-Sébastien Noël, La Ruche Québec, Mélanie Normand, CEFRIQ, Lynn O'Cain, TIESS, Jessica Olivier-Nault, SCFP, Claude Ouellet, Pôle régional d'économie sociale du Bas-Saint-Laurent, Geneviève Ouellet, Cégep régional de Lanaudière, Marie-Josée Ouellet, MÉSI, Violaine Ouellette, CIBL 101, 5 Radio Montréal, Cécile Pachocinski, CQCM, Jonathan Palardy, MRC Argenteuil, André-Anne Parent, Université de Montréal, Geneviève Parent, Chaire de recherche en droit sur la diversité et la sécurité alimentaires, Cliff Pavlovic, Momentum Crowdfunding inc., Mélanie Pelletier, TIESS, Charles Pepin, Collège de Rosemont, Normand Pépin, CSD, Yvan Pépin, Syndicat des employés de l'Université Laval, Carine Perron, Cégep régional de Lanaudière à l'Assomption, Chantal Petit, CAPKEM, Marc Picard, CECOSOL, Éric Pineault, UQAM, Ninette Piou, Centre NA Rive, Nadine Pirotte, Compagnie F, Caroline Poirier, CAPÉ, Josée Poirier Defoy, Table de concertation sur la faim et le développement social de l'Outaouais, Céline Poisson, UQAM, Jacinthe Potvin, MAPAQ, Jason Prince, PME MTL, Caroline Prud'homme, UQTR,

Benjamin Prunty, Université Concordia, Julie Quimper, Pôle d'économie sociale Bas-Saint-Laurent, Luc Rabouin, CECOSOL, Mélanie Rhéault, Pôle régional d'économie sociale de l'agglomération de Longueuil, André Richard, Pôle régional d'économie sociale Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Dominique Richard, UQAM, Julie Richer, Commission scolaire des Laurentides, Julie Rijpens, McGill - Sill, Joëlle Ritchie, CDR Outaouais-Laurentides, Josée-Anne Riverin, UQAM, Sylvie Robert, Recyc-Québec, Marie-Paule Robichaud, CQCM, Yves Robitaille, Fondation, Alain Rochon, OEDC, Jonathan Rodrigue, Moisson Montréal, Patrice Rodriguez, Parole d'excluEs, Alain Roy, CDC des Sources, Annie Roy, CDRQCM, Blanche Roy, Régime de retraite des employés du syndicat de l'AFPC, Danny Roy, CDEC de Sherbrooke, Lise Roy, Centre Saint-Pierre, Matthieu Roy, CRISES, Vincent Roy, Pôle régional d'économie sociale de l'Outaouais, Sara Russo Garrido, CIRAIG, Lyne Sauvageau, UQ, Meggie Savard, Carrefour de la création, Danièle Savoie, REGAL+, Louis Senecal, AQCPÉ, Élisabeth Sénéchal, MAPAQ, Louise Sicuro, Culture pour tous, Jean-François Simoneau, École des HEC, Vanessa Sorin, TIESS, Thibault Sorret, Université McGill, Nicolas Soumis, CIMR de Saint-Camille, Lise St-Germain, UQO, Hugo St-Laurent, RÉSEAU, Pierre-Guy Sylvestre, SCFP - Québec, Billal Tabaichount, UQAM, Chantal Tardif, Pôle régional d'économie sociale du Centre-du-Québec, Mario Tardif, Pôle d'économie sociale Abitibi-Témiscamingue, Yan Teor, Collège Ahuntsic, Annie Tessier, Coalition pour la souveraineté alimentaire, Monique Thériault, PRESL, Daniel Thomas, UQAT, Diane-Gabrielle Tremblay, CRISES - UQAM, Gérald Tremblay, Les Jardins Mistouk, Pierre-André Tremblay, CRISES - UQAC, Simon Tremblay-Pépin, IRIS, Claude Trépanier, Habitat Multi Génération, Alister Tuck-Sherman, École des Hautes Études Commerciales, Johanne Turbide, HEC- Pôle IDEOS, Pierre Vachon, Bécik jaune, Sonia Vaillancourt, CQL, Vincent van Schendel, TIESS, François Vermette, Chantier de l'économie sociale, Karine Verreault, FQCC, Julie Vézina, Fondation Lucie et André Chagnon, Martine Vézina, HEC Montréal, Mathieu Vick, SCFP - Québec, Sandra Vigneault, CLD de l'Érable, Laure Waridel, CIRODD, Sylvain Zini, UQAM

Liste des acronymes

AFPC – Alliance de la Fonction Publique du Canada

AGRTQ – Association des groupes de ressources techniques du Québec

AQCPE – Association québécoise des centres de la petite enfance

AR – Antenne régionale

CAPÉ – Coopérative pour l'Agriculture de Proximité Écologique

CCTT-PSN – Centre collégial de transfert de technologie en pratiques sociales novatrices

CDC – Corporation de développement communautaire

CDEC – Corporation de développement économique communautaire

CDEST – Corporation de développement de l'Est

CDR – Coopérative de développement régional

CDRCQM – Coopérative de développement régional du Centre-du-Québec et de la Mauricie

CDROL – Coopérative de développement régional Outaouais-Laurentides

CDRQ – Coopérative de développement régional du Québec

CECOSOL – Caisse d'économie solidaire Desjardins

CEFRIO – Le Centre facilitant la recherche et l'innovation dans les organisations

CEGEP – Collège d'enseignement général et professionnel

CEIQ – Collectif des entreprises d'insertion du Québec

CERESO – Centre d'expertise et d'accompagnement en innovation sociale

CÉSÎM – Conseil d'économie sociale de l'Île de Montréal

CFCM – Centre de Formation Communautaire de la Mauricie

CHNGR – Changer projet ambassadeur

CIMR – Centre d'interprétation du milieu rural

CIRADD – Centre d'initiation à la recherche et d'aide au développement durable

CIRAIG – Centre international de référence sur le cycle de vie des produits, procédés et services

CIRIEC – Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives

CIRIEC-Canada – Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives – Canada

CIRODD – Centre interdisciplinaire et de recherche en opérationnalisation du développement durable

CISA – Centre d'innovation sociale en agriculture

CISSS – Centre intégré de santé et de services sociaux

CIUSSS – Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux

CJE – Carrefour Jeunesse-Emploi

CLD – Centre local de développement

CLIPP – Centre de liaison en intervention et en prévention psychosociales

CLT – Centre de liaison et de transfert

COCDMO – Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre

COPACTE – Corporation de développement patrimonial, culturel et touristique de Natashquan

CPAS-SCFP – Conseil provincial des affaires sociales

CQCM – Conseil québécois de la coopération et de la mutualité

CQL – Conseil québécois du Loisir

CRDSL – Conseil régional de développement social des Laurentides

CRDT – Centre de recherche en développement territorial

CRÉ – Conférence régionale des élus

CRISES – Centre de recherche sur les innovations sociales

CRSH – Conseil de recherches en sciences humaines du Canada

CSD – Centrale des syndicats démocratiques

CSEESL – Coopérative de solidarité des entreprises d'économie sociale des Laurentides

CSMO-ÉSAC – Comité sectoriel de main d'œuvre économie sociale et action communautaire

CSN – Confédération des syndicats nationaux

CSSSPNQL – Commission de la Santé et des Services Sociaux des Premières Nations, du Québec et du Labrador

ECOF-CDEC – Corporation de développement économique communautaire de Trois-Rivières

ÉNAP – École Nationale d'Administration Publique

ESG – École des sciences de la gestion

FADOQ – Réseau des Fédérations de l'âge d'or du Québec

FCAQ – Fédération des coopératives d'alimentation du Québec

FQCCL – Fédération québécoise des centres communautaires de loisir

FQM – Fédération québécoise des Municipalités

FTQ – Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec

GRIDEQ – Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional, de l'Est du Québec

HEC – École des Hautes Études Commerciales

IRÉC – Institut de recherche en économie contemporaine

INRS – Institut national de la recherche scientifique

IRIS – Institut de Recherche et d'Informations Socioéconomiques

MAMOT – Ministère des Affaires municipales et de l’Occupation du territoire

MAPAQ – Ministère de l’Agriculture des Pêcheries et de l’Alimentation du Québec

MÉDAC – Mouvement d’éducation et de défense des actionnaires

MEIE – Ministère de l’Économie, de l’Innovation et des Exportations

MÉSI – Ministère de l’Économie, de la Science et de l’Innovation

MRC – Municipalité régionale de comté

OEDC – Observatoire estrien du développement des communautés

OLTIS – Organisme de liaison et de transfert en innovation sociale

OMHM – Office municipal d’habitation de Montréal

PRESL – Pôle régional d’économie sociale de Laval

RAG – Regroupement en alimentation durable

RCAAQ – Regroupement des centres d’amitié autochtones du Québec

REES-Estrie – Réseau des entreprises d’économie sociale de l’Estrie

RÉSEAU – Réseau de la coopération du travail du Québec

RESO – Regroupement économique et social du Sud-Ouest

RESSORT – Réseau solidaire pour le rayonnement des territoires

RISQ – Réseau d’investissement social du Québec

RNCRE – Regroupement national des conseils régionaux de l’environnement

RQCC – Réseau Québécois du Crédit Communautaire

RQDS – Réseau québécois de développement social

RQIS – Réseau québécois en innovation sociale

RQRI – Réseau québécois de revitalisation intégrée

RRAC – Réseau régional en alimentation communautaire

RRFS-GCF – Régime de retraite des groupes communautaires et de femmes

RRIQ – Réseau recherche innovation Québec

SADC – Société d’aide au développement des collectivités

SCFP – Syndicat canadien de la fonction publique et parapublique

SRQ – Solidarité rurale du Québec

SSQ – Groupe financier

TIESS – Territoires innovants en économie sociale et solidaire

TNCDC – Table nationale des Corporations de développement communautaire

TPDSL – Table des partenaires du développement social de Lanaudière

TRESCA – Table régionale d’économie sociale de Chaudière-Appalaches

TRESL – Table régionale de l'économie sociale de Lanaudière

TUAC – Travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce

UTILE – Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant

UQ – Université du Québec

UQAC – Université du Québec à Chicoutimi

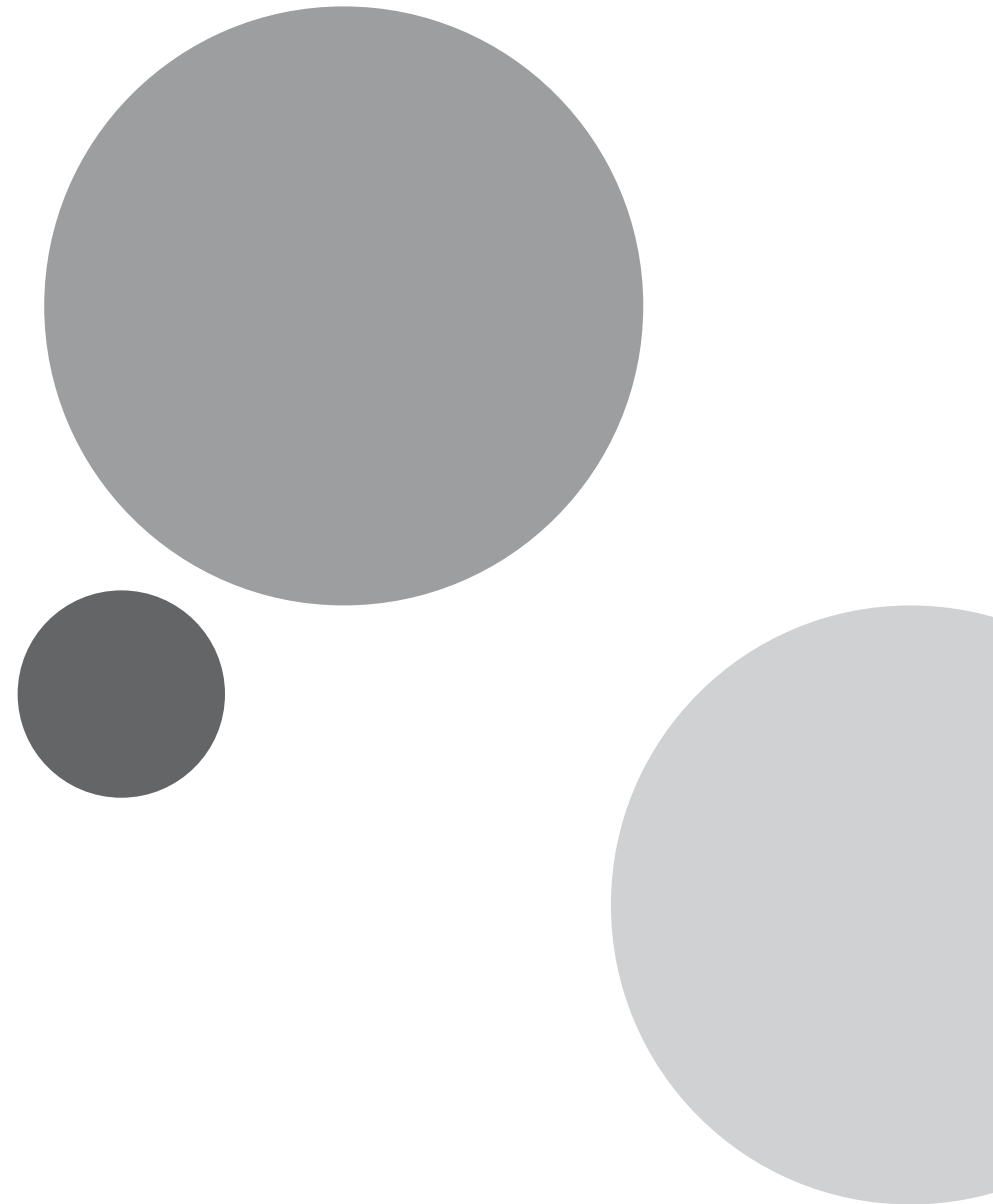
UQAM – Université du Québec à Montréal

UQAR – Université du Québec à Rimouski

UQAT – Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

UQO – Université du Québec en Outaouais

UQTR – Université du Québec à Trois-Rivières



S'approprier de nouvelles façons de faire

pour transformer les collectivités
et développer les territoires.

